NUMERO 641 PRIX : 7 F MAI 1978

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

CE JOLI MOIS DE MAI...

DIX ANS APRÈS

Le Mai a été souvent le mois des révoltés. Qu'on relise, comme il convient de le faire, « l'Histoire du Premier Mai » du regretté Maurice Dommanget, on verra que le Mai ouvrier, le Mai de la révolte, remonte au-delà de l'origine que le Premier Mai 1886 aux Etats-Unis d'Amérique, lui a donnée dans le mouvement ouvrier proprement dit. Il semble que, tandis que la sève monte dans le tronc des arbres, le sang monte à la tête du peuple exploité et opprimé. Le sang coule parfois, souvent, hors de ses veines et marque le pas des révoltés. L'œillet rouge a toujours flambé au milieu du muguet. La révolution portugaise s'est même appelée « la révolution des œillets » et son anniversaire précède de peu le Premier Mai (les œillets sont-ils déjà fanés ?)

« A partir d'aujourd'hui, nul ouvrier ne doit travailler plus de huit heures par jour ! Huit heures de travail ! Huit heures de repos ! Huit heures d'éducation ! » Voilà ce que trois cent cinquante mille grévistes américains inscrivirent sur leurs drapeaux le 1er mai 1886 : objectif plus ou moins mal atteint aujourd'hui, au prix de quels sacrifices, et seulement dans les pays industrialisés. Il faut maintenant le dépasser. C'est alors que nous serons fidèles aux pionniers et aux martyrs du progrès social pour qui le Premier Mai était jour de combat.

Mais il y a maintenant dix ans que nous avons vécu un Mai de révolte générale, internationale. On oublie souvent ce caractère-là quand nous en discutons en France. Ce ne fut pas seulement un Mai parisien, inattendu, bouleversant, romantique. Il avait été précédé de mouvements d'étudiants aux Etats-Unis, et ce printemps de Paris fut aussi, ne l'oublions pas, le printemps de Prague. Il n'a pas fait la révolution ; il n'en a pas moins changé quelque peu le monde. En France, une grève générale se développant par contagion a accompagné le soulèvement des étudiants, une grève générale comme on n'en avait jamais vu. Rien ne marchait plus, rien ne roulait plus, rien ne fonctionnait plus. En se croisant les bras, le peuple travailleur prouvait qu'il était le corps et l'âme de la nation vivante.

On s'étonnera qu'un tel mouvement n'ait abouti

DANS CE NUMERO :

qu'à si peu de résultats tangibles dans l'ordre économique et politique. Il en a eu, mais sans commune mesure avec son ampleur et le retentissement de son action. Dix ans après, nous pouvons et nous devons discuter encore, pour notre enseignement, des causes de ce que certains appellent un échec. Ce sont les mêmes obstacles auxquels le mouvement ouvrier, et le mouvement révolutionnaire en général, se heurtent aujourd'hui. Ils commencent seulement d'être ébranlés.

Mais quelle fête ce fut pour nous ! Et quel désarroi dans le personnel gouvernemental, presque un affolement reconnu aujourd'hui par quelques acteurs du drame, notamment, dans son livre de souvenirs, par Grimaud, le préfet de police de l'époque. De Gaulle, lui-même, le Prince, rentré précipitamment d'un voyage officiel en Roumanie, sembla un moment lâcher les rênes... avant de les reprendre vigoureusement. Dans l'intervalle, il y eut l'étrange départ de l'Elysée en hélicoptère, avec bagages, à la recherche d'armes extra-légales et laissant, pendant vingt-quatre heures, le pouvoir vacant.

Le pouvoir remis en selle sut tirer des leçons pratiques de la faiblesse qu'il révéla en s'affrontant à l'imagination des étudiants. Il trouva, pour les chaussées défoncées, un autre revêtement que les pavés des barricades. Il affubla sa police d'un accoutrement protecteur, imité bientôt par toute l'internationale des polices, instruite, plus que nous, par les « événements » parisiens. Surtout, il utilisa pour la première fois la contre-manifestation de masse.

« Ce n'est qu'un début, continuons le combat » clamaient les jeunes révoltés de mai 68. Leur soulèvement fit long feu. Mais le combat, celui auquel ils avaient donné un moment un tour exaltant, le combat de tous ceux qui ne se résignent pas à l'injustice sociale, ce combat bien plus vieux que dix ans, il faut en effet le continuer.

⁂

Où sont donc les « meneurs » de mai 68 ? Ils ne sont plus là, pour la plupart, pour continuer le combat. Leurs noms parfois sont déjà oubliés. Ne nous étonnons pas, ne vitupérons pas. C'est aussi une caractéristique de ces éclatements sociaux soudains : ils trouvent les « chefs » dont ils ont besoin. Beaucoup de ceux-ci sont des météores : les éclairs ne durent pas plus longtemps que l'orage. C'est normal qu'il en soit ainsi. Certains, pourtant, parmi ces révolutionnaires d'un moment vivent encore comme militants quand il s'agit justement de continuer le combat avec moins de bruit et d'éclat, de faire chaque jour sa part de la tâche révolutionnaire.

Nous croyons que Daniel Cohn-Bendit est de ceux-là. Portant dix ans de plus, il est resté un militant de la liberté. Il a appris pendant ces dix ans.

Nos ministres, particulièrement le petit Bonnet, n'ont rien appris, ni surtout rien oublié. M. Barre demande à réfléchir avant de respecter, en la personne de Daniel Cohn-Bendit, les droits de l'homme, notamment le droit de libre circulation. Pour nous, notre solidarité est acquise avec ce « meneur » de bonnes causes. Avec d'autres défenseurs, disposant d'une plus grande autorité, nous soutenons son droit de vivre en France comme ailleurs. Nous attendons de le retrouver bientôt dans les luttes de la classe ouvrière française.

⁂

C'est aussi une tradition du Mai prolétarien que de batailler — selon les paroles de l'Internationale — pour « sortir l'esprit du cachot ». Avançons non moins fermement sur la voie tracée par les précurseurs : moins d'asservissement au travail salarié, diminution de la durée de cette « aliénation », davantage de temps « libre » ; pas plus de huit heures par jour ; puis quarante heures par semaine, puis moins encore. En actualisant le mot d'ordre qui conduisait déjà la lutte ouvrière il y a bientôt un siècle, les syndicats ouvriers, en dépit de leur division, doivent trouver une unité d'action, réelle sinon formelle, en inscrivant en tête de leurs programmes immédiats : *cinq jours par semaine de sept heures de travail quotidien.*

Après le rapt et l'assassinat d'ALDO MORO

LE ROUGE DES « BRIGADES ROUGES » EST UN ROUGE SUSPECT

Dans notre numéro de mai 1975 — il y a donc trois ans — notre camarade Alexandre Croix nous montrait, dans un article intitulé **« De la bande à Baader aux brigades rouges italiennes »**, que ces groupes et bandes n'avaient rien de commun avec les anarchistes ni avec les communistes, dans les diverses acceptions que peut prendre maintenant ce terme.

Rien de commun en tout cas avec le mouvement ouvrier. **A qui profite le crime ?** A l'internationale fasciste en voie de reconstitution et qui veut d'abord « déstabiliser » les démocraties bourgeoises.

Socialisme ou barbarie ? La question a été posée et reste posée. Nous ne voyons pas le socialisme, surtout derrière cette immonde terreur. **LA BARBARIE SEULEMENT.**

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

LA PURGE DE M. BARRE

Depuis qu'un peu plus de la moitié des électeurs ont fait le « bon choix » qu'il attendait, M. Barre est un homme heureux. Il a aujourd'hui la liberté de faire le contraire de ce qu'il préconisait hier. Le freinage de l'inflation était, disait-il, son objectif prioritaire. Avant les élections, il avait obtenu des résultats, sinon contre la vie chère elle-même, du moins sur l'indice qui est censé traduire le coût de la vie. Les chiffres sont plus accommodants que les faits. Un mois après les élections, l'indice a doublé son pourcentage de hausse. Et ce n'est pas fini !

Augmentation générale et lourde des tarifs des services publics, liberté donnée aux prix industriels, nouvel allégement fiscal pour les propriétaires d'actions des sociétés, tout ce qu'il faut pour que les prix, bride sur le cou, s'élancent vers les sommets. M. Barre ne tente pas de le nier — comment le pourrait-il ? Il dit seulement que c'est une purge, un remède de cheval pour « liquider les dernières séquelles de l'inflation ». Bientôt, l'indice va atteindre et dépasser la première dizaine. Mais ensuite, M. Barre nous l'assure, il se stabilisera, il régressera même. Pourquoi ? Vous lui en demandez trop.

Ce n'est pas la peine d'insister sur le fait que M. Barre dit aujourd'hui le contraire de ce qu'il disait hier. Il confirme ainsi ses titres d'hommes d'Etat. La vérité, c'est qu'il est poussé dans le dos, maintenant que « la gauche » est battue (grâce à Dieu et au P.C.F. unis dans l'action) par le gros patronat qui veut être libre de faire ce qu'il veut, c'est-à-dire d'agir « pour le bien général » tel qu'il le comprend. Il se trouve qu'il coïncide avec le sien.

Le grand patronat veut donc « la relance » ; il voudrait sortir de la crise et ce sont ses solutions que M. Barre a tout bonnement adoptées.

On discute sur le point de savoir si le système capitaliste peut vraiment sortir de sa crise, dans ce qu'elle a de « structurelle », comme on dit aujourd'hui. Sortons-en déjà pour le moment, on verra après, pensent les maîtres du système. Nous avons déjà dit ici qu'il y avait deux façons de faire repartir la machine sans se mettre en tête d'en fabriquer une autre. Ces deux méthodes, on les retrouve partout, et, pour ce qui le concerne, M. Barre n'a strictement rien inventé. Elles portent, l'une et l'autre, la marque de la classe. Leur affrontement est un des aspects actuels de la lutte des classes.

La première méthode est celle que préconisait « la gauche » et que le peuple français vient de repousser, peut-être parce qu'on la lui avait mal présentée et insuffisamment expliquée. Pour relancer la machine, on fait appel à la consommation ; en augmentant le pouvoir d'achat des plus démunis (exemple : S.M.I.C. à 2.200 ou 2.400 F), on accroît la demande à la base et l'offre répond puisque la machine ne fonctionnait plus à plein rendement. L'offre d'emploi reprend aussi.

Il ne s'agit pas là de quelque chose de nouveau, de révolutionnaire. C'était déjà dans Roosevelt et son « New Deal », quand le magnat Henry Ford disait : « Il y a la crise ? Alors j'augmente les salaires ! ». Oh ! ce n'est pas que la méthode soit aussi simple dans sa pratique, aussi directe dans son efficacité qu'on pourrait le croire ; il faudra quand même toucher à quelques pièces importantes de la machine. Il aurait fallu y toucher.

L'autre méthode est celle du patronat et de M. Barre : c'est sur les industriels, sur les capitalistes que l'on compte pour relancer une machine qu'ils ont enrayée. En libérant leurs prix, c'est-à-dire en leur permettant de les augmenter, en faisant de MM. les actionnaires des contribuables privilégiés (ils l'étaient déjà), on espère des « investissements », payés en fait par le consommateur. Ainsi, nos bons industriels et leur fondé de pouvoirs, M. Barre, nous assurent que leur système repartira pour de meilleurs profits.

Le peuple français n'aura pas le droit de se plaindre des effets probables de cette méthode ; il a perdu le droit de se plaindre. Il le fera quand même, espérons-le. Les syndicats ouvriers lui en donneront les moyens, ou bien il les trouvera lui-même.

*

La puissante originalité de la méthode Barre se retrouve immédiatement là où ses congénères gouvernent. Voyons la Suède. On sait que, dans ce pays, après avoir tenu le pouvoir pendant quarante ans, les sociaux-démocrates ont été battus aux dernières élections (ils ne l'avaient peut-être pas volé, mais ceci est une autre histoire). « Les partis bourgeois » qui gouvernent maintenant n'opèrent pas autrement que M. Barre : c'est en allégeant les charges sociales et fiscales des entreprises qu'ils entendent sortir de la crise. Ils viennent d'annoncer qu'à partir du 1er juillet, les employeurs ne paieront plus la taxe de 2 % qu'ils devaient payer sur les salaires, et d'autres grâces leur seront faites. On nous dit : « *Les autorités veulent ainsi stimuler l'économie et permettre aux entreprises de renforcer leur compétivité. Elles espèrent bien que la disparition de cette taxe sera utilisée par l'industrie pour abaisser les prix de ses produits sur les marchés étrangers et non pour augmenter ses bénéfices* » (cité d'après le « Monde » du 26 avril). Il n'est pas interdit d'espérer. M. Barre, en bon adepte du libéralisme classique, espère aussi que la concurrence limitera les effets de hausse des prix que ne manqueront pas d'entraîner les mesures qu'il prend. Allez parler de concurrence sur un marché où dominent les monopoles et quasi-monopoles !

Les syndicats suédois, particulièrement la puissante L.O., s'insurgent et menacent devant cette agression typiquement bourgeoise. Ils étaient pourtant convertis depuis longtemps à la négociation et à la paix sociale. Ils parlent maintenant de recourir aux « grands moyens », c'est-à-dire aux armes classiques de la lutte de classe. Elles ne doivent jamais être mises définitivement au rancart. Et pas seulement en Suède !

LA PAIX SOCIALE EN SIX PAGES

Les chassés-croisés syndicaux sur les marches de l'Hôtel Matignon auront toujours servi à ça: M. Barre a pondu une lettre de six pages à l'intention de ses interlocuteurs. Il écrit tout d'abord : « *... en ne figeant pas à l'avance par un excès de détails, l'ensemble des procédures et des thèmes de discussion, je tiens à préserver les marges de négociation par lesquelles s'exercent la liberté et la responsabilité des organisations professionnelles et syndicales* ». Si l'on arrive à se sortir de cet amphigouri : « des marges de négociation par lesquelles s'exercent la liberté », cela veut dire sans doute que cette liberté de négocier a des bornes, des « marges », et que c'est M. Barre qui les fixe, ou du moins qui entend les fixer. Sur l'emploi rien qui rende un son nouveau et original sinon « l'offre d'une réflexion en commun ». Les chômeurs attendront que cette réflexion ait pris fin.

Sur les rémunérations : « *La priorité réservée à la revalorisation des bas salaires et des rémunérations des travailleurs manuels ne sera compatible avec les contraintes qui pèsent sur notre économie que si la progression des revenus élevés est ralentie, et celle des titulaires des rémunérations les plus importantes bloquée en valeur nominale...* ». Rappelons-nous : M. Barre avait déjà dit, en novembre dernier, qu'au-dessus d'un certain plafond, les rémunérations ne devaient plus augmenter; il avait bien voulu établir ce plafond à 24.000 F par mois (alors que le S.M.I.C. n'était pas à 2.000 F). Aujourd'hui, il admettrait un plafond de 30.000 par mois, avant tout bloquage ; aurement dit : si l'on veut croire qu'il sera enfin bloqué, ce plafond se sera quand même haussé de 25 % en moins de six mois !

Sur « la participation », cheval de bataille du R.P.R. (il y a maintenant un ministère pour ça), le bon M. Barre de La Pallice découvre que « les comités d'hygiène et de sécurité pourraient jouer un rôle dans les problèmes de sécurité du travail » ! Quel rôle jouaient-ils donc avant que M. Barre ne les découvre ? Avec ça, M. Barre veut bien considérer avec bienveillance « la représentation des cadres dans les conseils d'administration ou de surveillance des entreprises ». Les cadres, seulement. Et comme l'ingratitude est de ce monde, alors qu'on pouvait s'attendre à ce que la Confédération Générale des Cadres se mette à battre des mains, on entend M. Charpentié, son secrétaire général, déclarer : « *il ne faudrait pas que la montagne accouche d'une souris !* ». Commentaire bref, mais suffisant.

Six pages d'un si bon style et d'un contenu si novateur, cela devrait bien valoir à M. Barre six mois de paix sociale. On va voir ça.

F.S.M. : LA FAÇADE S'ECROULE

Le syndiqué de la C.G.T. est en même temps (faudra-t-il dire bientôt : était en même temps ?) un adhérent de la Fédération Syndicale Mondiale. C'est une prétendue Internationale syndicale, en fait un organisme dont toute l'autorité internationale se résumait à ceci : elle défendait, sur le terrain prétendument ouvrier, la politique du bloc dit soviétique. Les « millions » d'adhérents de la F.S.M. venaient surtout des « syndicats » de l'U.R.S.S. et de ses satellites qui n'ont de syndicats que le nom. Cependant, la F.S.M. avait l'adhésion de la C.G.I.L. italienne et de la C.G.T. française et c'est en cela seulement qu'elle pouvait faire figure d'internationale. Jusqu'à ces derniers temps, le secrétaire général de la F.S.M. était même un syndiqué français, le camarade Gensous, peu connu des militants et à peu près ignoré comme secrétaire général d'une aussi « puissante » organisation que la F.S.M.

C'était une façade qui vient de s'écrouler. Déjà, la C.G.I.L. italienne s'était retirée de la F.S.M. ; elle n'était présente au récent congrès de celle-ci, à Prague, que comme observatrice. Elle n'acceptait plus ce mauvais drapeau, elle refusait cet emblème.

Et la C.G.T. ? Elle reste encore assise entre deux chaises. Elle n'a pas encore rompu l'adhésion à la F.S.M. mais elle ne la reconnaît plus comme exprimant ses vues sur la scène internationale ouvrière ; elle critique son fonctionnement interne. Séguy vient de le dire au congrès de la F.S.M., montrant par là que les liens sont distendus sur le plan syndical comme ils le sont — au moins apparaissent-ils ainsi — entre le parti communiste de l'U.R.S.S. et celui de France que Séguy dirige également en toute indépendance.

Si bien qu'on ne sait pas trop s'il y a lieu de le féliciter pour la position critique qu'il a occupée au congrès de la F.S.M. Cela a quand même été jusqu'au refus, par la C.G.T., de conserver le poste de secrétaire général d'une organisation faussement internationaliste, représentant en fait, en dehors de toute participation ouvrière, les intérêts d'un bloc d'Etats dits socialistes où il ne fait pas bon revendiquer l'indépendance des syndicats.

L'évolution est à suivre néanmoins. La dégradation de ce qui fut l'internationale communiste, y compris sous ses formes syndicales, se poursuit sous nos yeux.

QUAND JE VOIS LE JAPON...

On peut revenir un instant sur un épisode de la campagne électorale. C'était à la télévision une controverse entre Georges Marchais et Alain Peyrefitte. Deux personnages aussi différents l'un de l'autre qu'il est possible de l'être (en tout cas, de le paraître). Peyrefitte venait de marquer un point en posant cette question à son antagoniste : « Dans quel pays estimez-vous que la situation est meilleure qu'en France ? ». Marchais n'avait pas répondu et, la question ayant été réitérée, il parla d'autre chose. Peyrefitte eut alors le tort de trop pousser son avantage ; il voulut répondre à la place de Marchais : « On pourrait dire que la situation est meilleure en Allemagne, en Suisse, au Japon ». Marchais sauta sur l'occasion : « Ah ! ah ! le Japon, le Japon, voilà votre modèle, ce pays où les travailleurs sont les plus exploités du monde, où les femmes sont des esclaves ».

J'avoue avoir été impressionné. Or, dans le Monde » du 22 mars, je lus une information sur le mouvement gréviste au Japon qui me fit comprendre à quel point la situation ressemblait là-bas à ce qu'elle est ici. Il s'agissait d'une entreprise

moyenne de 450 ouvriers dans la banlieue ouvrière de Kameido, l'entreprise Hameda Seiki. C'est une fabrique de machines d'imprimerie touchée par les mutations techniques dans cette industrie. Exactement ce que nous connaissons en France. Les travailleurs en étaient à leur 1.263e jour de grève ! Ils occupaient l'usine depuis 1974 ; à la porte flottaient les drapeaux rouges de la Fédération ouvrière des industries métallurgiques.

Situation archi-connue de nous si nous ajoutons qu'à cette date quatre-vingts entreprises moribondes étaient occupées par les ouvriers, licenciés et considérés comme chômeurs avec 60 % du salaire pendant trois mois, s'ils ont moins de trente ans ; pendant dix mois, s'ils sont plus âgés.

Les travailleurs de Hamedi Seiki faisaient de l'autogestion ; ils assuraient des travaux de sous-traitance et recevaient une aide financière de leurs camarades qui avaient trouvé de l'emploi ailleurs. Il faut dire qu'ils faisaient de l'autogestion malgré eux, puisque l'un de leurs leaders disait : « *participer à la gestion, c'est se lier les mains pour la lutte syndicale* ».

Que gagnaient donc ces camarades japonais avant qu'on leur coupât les vivres ? De 80.000 à 100.000 yens, l'équivalent, nous dit-on, de 1.500 à 2.000 F. C'est de l'ordre de notre S.M.I.C. et pour pouvoir comparer sainement il faudrait connaître aussi les coûts respectifs de la vie.

Nous avions là des éléments pour juger plus objectivement les choses que sur les affirmations de M. Peyrefitte, ou celles de M. Marchais. Ce qui est frappant déjà, c'est la similitude des situations sociales et des formes de la lutte de classe dans l'un et l'autre pays, une vérification de l'internationale.

Il se trouve qu'à la fin mars également, le Syndicat National des Instituteurs (France) recevait le camarade japonais Makieda, dirigeant de l'Union des enseignants japonais et président de Sohio, la première centrale syndicale du Japon, groupant neuf millions de salariés. Il évalua le S.M.I.C. japonais à environ 1.200 F par mois pour 48 heures de travail par semaine. Encore s'agit-il d'une moyenne, car il n'y a pas de salaire minimum national. SOHIO revendique un salaire minimum de 1.600 F. L'ouvrier japonais semble donc dans l'ensemble (et pour les retraites aussi) plus mal traité que son camarade français.

En ce qui concerne l'enseignement, les convergences revendicatives sont grandes entre l'Union des enseignants japonais et le S.N.I. de France. L'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas partout réalisée là-bas. Certains instituteurs ne sont pas des fonctionnaires de l'Etat, mais dépendent des autorités locales.

Puisqu'il faut bien rire un peu en retrouvant les mêmes situations cocasses au Japon et en France : au Japon, a été institué en 1966 un corps de directeurs d'école, devenus fonctionnaires d'autorité et et par-là même privés du droit de grève. Mais ils sont des fonctionnaires d'autorité ! Or, il y a au moins cinquante ans que la même question se pose en France et qu'une petite association réactionnaire de directeurs d'école réclame, en vain jusqu'à maintenant, ce statut de « chefaillons ». Eh bien ! cette noble revendication est reprise aujourd'hui par le R.P.R. ! On va de l'avant !

R. GUILLORE.

Un ami de la « R.P. » :

ROBERT DEBRÉ

Les honneurs officiels ont été rendus, avec discrétion, au professeur Robert Debré qui vient de disparaître à quatre-vingt seize ans. Ils étaient dus au savant médecin, au réformateur des études médicales en France. C'est à un autre titre que nous devons lui rendre hommage.

Robert Debré était abonné à « La Révolution Prolétarienne » depuis son premier numéro et il lui est resté fidèle jusqu'à hier, c'est-à-dire pendant plus de cinquante ans. Dans un article-réponse dont il nous avait honorés au moment du débat sur « contraception et avortement », il avouait pourtant qu'il n'était ni révolutionnaire, ni prolétarien. Comment expliquer alors cette fidélité et l'intérêt qu'il manifestait ouvertement pour nos efforts persistants de défense et illustration du syndicalisme ouvrier ?

Ses sentiments venaient d'abord d'une amitié sans tache qui le liait à notre camarade et co-fondateur Robert Louzon. Cette amitié remontait à l'adolescence de ces deux hommes apparemment si différents par leur genre de vie et par la voie que l'un et l'autre avaient choisie. Robert Debré vouait à Louzon une admiration qu'il exprime encore dans son livre « L'honneur de vivre ».

Il y a quelque chose d'exceptionnel dans cette amitié que les hasards d'une longue vie ne démentirent jamais. Elle avait fait naître chez Robert Debré, dès les années de jeunesse, une profonde sympathie pour les idées défendues si ardemment par Robert Louzon.

Robert Debré fut et demeura un ami de la « R.P. ». En dehors du monde qui était le sien, nous le saluons encore une fois avec émotion.

ERRATA

Dans le dernier numéro, nos correcteurs bénévoles ont fait preuve de quelques défaillances. Nous n'en relèverons que les plus flagrantes. C'est ainsi qu'à la première page, on peut lire « sang-froid » orthographié : « sans-froid » ! A la dernière page, alors que le rédacteur avait écrit : « notre trésorerie souffre de langueur », on lit : « notre trésorerie souffre en largeur » ! Hélas, elle souffre dans les trois dimensions.

Ce ne sont là que des fautes mineures et que le lecteur a même pu trouver amusantes. Ce qui est plus sérieux, c'est une erreur qui pourrait rendre peu compréhensible le premier paragraphe de l'étude de notre ami Nicolas FAUCIER. Dans ses premières lignes, il exposait le sujet qu'il avait l'intention de traiter et il concluait naturellement : « *tel sera l'objet de cet exposé* ». On a composé (et les correcteurs n'ont pas réagi) : « *... et il sera l'objet de cet exposé* ».

Nous demandons à FAUCIER et aux autres rédacteurs, victimes de nos inattentions, de nous excuser pour ces fautes techniques. Nous essaierons d'en faire moins la prochaine fois.

Après la bataille du « PARISIEN LIBÉRÉ »

LA PRESSE A L'ENCAN ET LA CONDITION OUVRIÈRE

Dans notre précédent numéro, Nicolas Faucier a commencé une étude rétrospective sur la longue bataille du « Parisien Libéré » et un examen très actuel des problèmes des travailleurs de la presse. Voici la suite de son étude où il commente d'abord « le jeu » du parti communiste en de telles circonstances.

Il convient de remarquer que, dans cette bagarre, le jeu ne se jouait pas seulement à deux, soit d'une part les propriétaires du « P.L » et de l'autre les syndicats du Livre, mais à trois en y comprenant le P.C. qui est intervenu par C.G.T. interposée tout au long du conflit.

Et pour cause, car le moins qu'on puisse dire est que le P.C. et la direction de son quotidien « L'Humanité » ont toujours mal supporté le contrôle de l'embauche par les ouvriers de la presse parisienne. Au point qu'il fallut à plusieurs reprises assigner l'administration du journal devant les Prud'hommes, et même utiliser la grève ailleurs — on pourrait citer des faits — pour obtenir de la part du parti le respect des accords. Il faut rappeler également certaines méthodes employées par la direction du quotidien communiste à l'égard de son personnel pour le rendre, plus malléable, telle, entre autres, cette attaque, heureusement avortée, mais qui fit du bruit au sein du syndicat des correcteurs, en 1938, tendant à évincer du journal les correcteurs de la C.G.T. d'alors, en les accusant publiquement, sans apporter la moindre preuve, de sabotage afin de les remplacer par des correcteurs du P.C. appartenant à la C.G.T.U. dissidente, évidemment plus aptes à se plier à ses volontés.

On comprend mieux alors pourquoi la direction cégétiste, sous la tutelle du P.C., tout en prenant apparemment fait et cause pour les travailleurs du Livre, n'a pas mieux défendu le monopole du placement syndical. Séguy lui-même n'avait-il pas déclaré, dès septembre 75 que la C.G.T. était prête à renoncer audit monopole ?

Il ne restait plus au P.C. dès lors qu'à s'assurer la conduite des diverses opérations de la riposte ouvrière : actions de représailles, baptisées commandos, et manifestations de ceux qui étaient dans le bain, tandis que se poursuivait l'effort de solidarité des autres, leurs camarades de la profession qui, par un prélèvement de 10 % de leur salaire ont permis cette longue résistance conscients qu'ils étaient que ce n'était pas seulement l'existence des ouvriers du « Parisien Libéré » qui était menacée, mais celle de tous.

En service commandé pour le soutien et l'extension de la grève, tout comme l'étaient leurs devanciers en 1947 pour la saboter sous les ordres du ministre Croizat, il est incontestable que les militants du P.C. se sont montrés là les plus actifs. Mais leur mainmise sur la direction du mouvement gréviste s'est effectuée avec un tel mépris des normes de consultation syndicale, de telles méthodes dictatoriales héritées du stalinisme, mêlant la pression au chantage, d'où il découle que beaucoup ont agi plus par contrainte que par conviction, et que nombre de militants syndicalistes, écœurés de ces agissements, se détournèrent de l'action ; à tort peut-on penser car, comme d'autres de leurs camarades l'ont fait remarquer, leur absence permit aux adeptes du P.C. de renforcer leur implantation.

Cela dit, il ne fait pas de doute que certains verront dans cette relation des faits et dans l'appréciation du comportement des exécutants du P.C. une fâcheuse tendance à se complaire dans un anticommunisme viscéral ; y compris même quelques responsables du syndicat des correcteurs — qui fut jusqu'à un passé récent si souvent à la pointe du combat contre la colonisation moscovite — qui, pour se dédouaner de s'être trop souvent alignés tout au long du conflit sur la stratégie partisane des néostaliniens — au point de sancctionner antistatutairement les opposants (« R.P. » janvier 1977) — ne manqueront pas de renchérir et de nous accuser de ne voir dans cette affaire que les aspects négatifs en négligeant les résultats positifs. On verra plus loin ce qu'il en est en réalité.

Or, n'en déplaise à nos éventuels contradicteurs, ces constatations se trouvent encore confirmées de façon éclatante par l'un de ceux qui ont vécu de bout en bout la grève-occupation du « P.L. » de l'intérieur, un ami correcteur que j'ai assez connu comme camarade de travail pour en garantir l'honnêteté intellectuelle. Dans le tout dernier numéro du « Bulletin des Correcteurs de Paris », il met carrément les pieds dans le plat, non sans avoir déclaré que « par une sorte de loyauté de combat » il s'était abstenu de rendre publique durant les événements la « face cachée du conflit ».

Trop long pour citer son article en entier, ce qui conviendrait mieux pour l'édification de chacun, en voici les passages les plus significatifs :

« Il est bien entendu que je vise essentiellement ce qui s'est passé à l'intérieur de l'équipe du « Parisien Libéré », et le présent article n'a pas d'autre objet.

« ... Nous avions des chefs (l'emploi de ce terme reflète la stricte réalité) qui donnaient des ordres, admonestaient, menaçaient et nullement des mandataires prenant nos directives et soumis à notre contrôle.

« ... décisions et informations étaient confisquées au profit d'un groupe restreint, réunions réduites à des séances d'endoctrinement selon les règles du centralisme démocratique, terreur idéologique, enfin.

« ... Me démentira-t-on si j'affirme que refuser de manifester pour le « Programme commun » pouvait entraîner une punition ?

« ... L'état-major de lutte s'est trouvé détenir un moyen de pression non plus simplement moral, mais un pouvoir de couper les vivres à ceux qui ne marchaient pas droit.

« ... La sainte inquisition syndicale reçut malheureusement trop de pouvoir... de juger les comportements des mandants, devenus de simples assujettis, et surtout de décider si oui ou non ces comportement méritaient salaires.

« ... Précisons qu'avant comme après le début de la grève, les dirigeants des échelons supérieurs avaient solennellement déclaré que tous les ouvriers privés de travail seraient indemnisés par le biais de la solidarité syndicale pendant la durée du conflit.

« ... Et puis, le conflit prenant les formes que l'on sait, les activités militantes de toute sorte se multipliant avec, évidemment, une inégale ardeur à accomplir certaines tâches, les « chefs » et les militants les plus zélés en vinrent à trouver toute naturelle l'idée de « sucrer » leur paie aux canards boiteux et ne se firent pas faute de brandir cette menace quand ils en eurent envie.

« ... la solidarité, en partie du moins, s'est trouvée détournée de sa destination... on en fit un inavouable moyen de pression...

« ... Que des syndiqués soient traînés dans la boue parce qu'ils ne partagent pas l'idéologie de tel délégué ou militant est une forfaiture. »

Et notre camarade termine ainsi : « *Parvenu à ce point de mon développement... j'ai dû m'abstenir de l'alourdir des nombreuses et irrécusables illustrations que je tiens à la disposition de toute commission d'étude ou d'enquête que l'honneur syndical commanderait d'instituer* ».

On ne s'étonnera pourtant pas que les excès de zèle des cégétistes de stricte obédience leur ait valu une citation à l'ordre du jour des bons et loyaux services de la part du Bureau politique du P.C., Marchais en tête, les félicitant, et en y associant les travailleurs du Livre et de la presse, en ces termes : « Vous avez pu lutter activement sur le plan économique, idéologique et politique, parce que vous disposiez, avec votre Comité intersyndical et toute la C.G.T. d'une puissante organisation syndicale de classe et de masse et aussi parce que vous disposiez avec vos cellules communistes implantées dans tous les quotidiens de Paris, de l'organisation politique d'avant-garde *sans laquelle rien ne peut changer réellement.* » (c'est nous qui soulignons).

En effet, dans la grève du « P.L. », les cellules ont bien montré que la prétention au rôle dirigeant du parti sur l'organisation syndicale n'était pas un vain mot.

LES FALSIFICATEURS A L'ŒUVRE

Mais le comble de la fourberie — et qui montre combien les dirigeants de l'appareil du parti sont passés maîtres dans l'art du bluff, fruit d'une longue pratique, — c'est d'avoir réussi à camoufler la défaite ouvrière en une « très grande victoire syndicale » alors même que les objectifs que poursuivait la direction du « P.L. » étaient non seulement atteints, mais consacrés par l'accord du 12 juillet 1977 avec le Comité intersyndical du Livre qui entraînait la suppression des acquis les plus importants de la profession.

« Ils ont gagné ! », était-il pourtant proclamé, le lendemain, en un titre de plusieurs colonnes à la « une » de « L'Humanité » et, en sous-titre, « après 28 mois d'une lutte exemplaire, les travailleurs du Livre ont fait céder la direction du « Parisien Libéré ». Aujourd'hui à 11 heures manifestation de la victoire ». Et, dans une double page intérieure au fronton de laquelle on pouvait lire : « Une victoire de la classe ouvrière », s'étalait le récit de ce qu'on qualifiait d' « exceptionnelle épopée ouvrière » présentée à la manière jésuitique dont ils ont le secret.

On y apprenait que la direction du « P.L. » s'engageait à examiner des mesures « financières et humaines » pour Maurice Boivin rendu aveugle au cours d'une manifestation, etc., mais pas un mot n'était dit sur l'abandon du contrôle de l'embauche ni sur la transformation du service sec, c'est-à-dire celui qui se trouvait terminé — et qui l'est encore dans les autres journaux — dès que la dernière forme était « tombée », alors qu'il sera désormais complété au « P.L. » jusqu'à la sixième heures par des travaux de labeur. Rien non plus sur la mensualisation qui supprime les possibilités de doublage pour allonger la paie, etc. ; toutes clauses qu'il faut retrouver commentées comme suit sous la plume du successeur de feu Amaury, Bellanger, écrivant dans l'éditorial du même jour de son propre journal :

« Pour nous, à l'évidence, des principes sont — et seront — consacrés et respectés, qui, nous l'avons affirmé dès l'origine, sont essentiels à l'exercice de la liberté de la presse, avec la liberté d'entreprise, la liberté d'embauche et la liberté d'appartenance syndicale ; ce qui implique la fin du monopole abusif qu'imposait l'organisation du Livre C.G.T. et affirme la place légitime que doit désormais avoir la Fédération du Livre Force Ouvrière, écartée jusqu'en juin 1975 de toutes les imprimeries de presse de la région parisienne.

« Ce sont aussi la mensualisation de tous les collaborateurs de l'entreprise, le travail effectif en conscience, en 6 heures quotidiennes, et la « polyaptitude » qui excluent toute « norme » restrictive ou « règle » malthusienne que nous dénoncions déjà, E. Amaury et moi-même, dans notre document intitulé « La Presse écrasée » dès 1969... Le caractère « régional » du « Parisien Libéré » est établi sans conteste. »

On voit par là que le forcing journalistique trompeur des tenants du P.C., comme les diverses manifestations qui ont suivi, où l'on sablait le champagne de la victoire, avaient surtout pour objet de bien persuader, d'une part, le gréviste moyen de son succès, et d'autre part, les lecteurs du journal de l'efficacité de la stratégie politique et sociale du parti des masses.

Qu'en était-il en réalité ?

Constatons en premier lieu que la direction du « P.L. » a démontré qu'on pouvait, aux portes de la capitale, éditer — sous la protection, il est vrai, des forces de l'ordre — un journal sans le concours de la Fédération cégétiste du Livre.

Et passons au véritable bilan de cette « épopée » en examinant de près ce qu'il est advenu, par cet accord, du personnel technique :

102 seulement étaient réintégrés, avec des salaires inférieurs, dans l'usine du « P.L. », à Saint-Ouen ; plus deux cadres et deux autres par la suite. Huit autres postes étaient proposés dans les journaux de province du groupe, également au rabais, à Angers, Le Mans et Toulon. Soit au total : 114 ;

40 devaient être repris dans l'ensemble des imprimeries de la presse parisienne ;

191 déqualifiés et reclassés, avec des salaires considérablement réduits, dans les messageries de presse ;

84 étaient mis en préretraite ;

Restaient enfin 110 laissés pour compte qui devaient toucher une prime de départ et seraient prioritaires pour un reclassement éventuel dans les imprimeries parisiennes.

De tout cela, disent les militants grévistes restés lucides, ceux qui ne se paient ni des bonnes paroles ni des fleurs hypocritement prodiguées, il ressort que la direction du « P.L. » a obtenu à peu près tout ce qu'elle voulait : elle a réussi sa restructuration ; son usine existe ; elle fonctionne ; elle a diminué son personnel technique de plus de la moitié, presque des trois cinquièmes ; la pluralité syndicale a été imposée dans son entreprise ; elle a cassé, en partie, le contrôle de l'embauche ; son affiliation au Syndicat des quotidiens régionaux a été confirmée et aucune norme de travail prévue dans les annexes techniques, jusqu'alors en vigueur dans les entreprises parisiennes, n'est plus reconnue dans ses ateliers où elle a imposé ses conditions de travail.

Devant un tel passif, il devient évident que c'est une victoire plutôt amère pour l'ensemble des grévistes si longtemps tenus en haleine et que ne sauraient masquer les assertions sophistiquées des roublards du P.C. non plus que celles des dirigeants syndicaux qui ont signé

l'accord en prétendant qu'il sauvegardait les intérêts des travailleurs, alors que c'est l'acceptation pure et simple du « coup de force » d'Amaury.

Ceux surtout qui sont restés sur le carreau et qui, leur prime de licenciement étant maintenant plus ou moins mangée, attendent désespérément d'être recasés ailleurs, apprécient assez peu leur baratin endormeur. Au surplus, on n'en parle plus. Peut-être la chance aura-t-elle permis à quelques-uns d'être récupérés à l'occasion de départs en retraite là où le placement est encore aux mains des syndicats cégétistes ? Mais pour combien de temps encore ceux-ci seront-ils en mesure de l'assurer ?

Déjà, forte du précédent du « P.L. », la direction de feu « J'informe », le quotidien d'inspiration patronale et gouvernementale — lancé en vue des élections et pour faire pièce au « Monde » jugé trop indépendant et surtout trop à gauche — et qui a dû abandonner faute de lecteurs, avait recruté son personnel en dehors des effectifs cégétistes.

L'AVENIR DE LA PROFESSION

C'est dire que le conflit du « Parisien Libéré » n'est pas un phénomène isolé et que de lourdes menaces pèsent sur la profession. Il est, en effet, inévitable qu'au fur et à mesure de la mise en place de nouveaux procédés de fabrication, ceux-ci entraîneront une diminution d'effectifs parfois considérable, allant jusqu'à la suppression de sections entières (clicheurs, etc.) dont le métier va disparaître.

Il est de même évident que les conséquences de cette évolution posent aux syndicats du Livre de graves problèmes étant donné les difficultés de concilier la productivité accrue, née du progrès technique avec le mainien de l'emploi des travailleurs de la presse qui refusent d'être délibérément sacrifiés sur l'autel des matériels modernes dont certaines entreprises de presse attendent de fructueux profits.

Or certains indices font apparaître que la bataille sera dure.

Côté patronal, on n'en est plus aujourd'hui au stade des intentions. Et quand nous écrivions que les dirigeants de presse ne tarderaient pas à s'engouffrer dans la voie ouverte par le « P.L. », ce n'était pas une simple vue de l'esprit. A peine l'accord signé, « Le Monde » — qui, lui, voué par ses statuts à réinvestir au bénéfice du journal la totalité de ses profits, avait pu, entre 1960 et 1970, acquérir des machines à imprimer modernes et, sans cependant abandonner la typographie classique, adopter la photocomposition et l'offset — se montrait au premier rang des velléitaires en déclarant le 18 août dernier : « S'il ne faut pas de modernisation sauvage, il ne faut pas non plus que coexistent, à Paris, des journaux bénéficiaires de conventions allégées et d'autres qui ploient sous le coût de règles malthusiennes. »

Prenant elles aussi le relais, d'autres directions de journaux, de même que le syndicat patronal de la presse parisienne, ont engagé des pourparlers avec les syndicats du Livre pour la révision des annexes techniques en vue de réduction d'emploi ou de mutations entre catégories professionnelles consécutives à la modernisation du matériel.

On n'attendait pas non plus que Robert Hersant, dont l'empire contrôlait déjà une dizaine de quotidiens, plus une bonne vingtaine de périodiques, et qui a mis l'embargo au cours de ces dernières années — avec le concours empressé des banques angoissées par la montée du « péril rouge » — sur « Le Figaro » et « France-Soir », reste les bras croisés.

Ce personnage, que n'étouffent pas non plus les problèmes de conscience, mériterait lui aussi d'être déshabillé plus complètement si la place ne nous était mesurée.

Quelques mots pourtant sur un passé édifiant. En 1956, dans le département de l'Oise, procédant à un arrosage approprié des électeurs et des municipalités, à la manière de son compère Dassault œuvrant dans une circonscription voisine, Hersant était élu député puis invalidé pour sa collaboration pétainiste pendant l'occupation comme chef des camps de jeunesse et collaborateur du journal antisémite et pronazi « La Gerbe ». Réélu quelques mois plus tard par les gogos reconnaissants, il le sera sans cesse par la suite en continuant de les acheter par ses « bontés » et épaulé par le journal « L'Oise Matin » dont il était propriétaire jusqu'en 1965, avant de le céder à Amaury, puis soutenu par « L'Oise Libérée » de son ami Dassault.

Rappelons en passant que l'un et l'autre de nos deux combinards de la foire d'empoigne électorale se sont distingués en battant tous les records d'absentéisme à l'Assemblée nationale. Sans doute s'ils dédaignaient les modestes jeux du parlementarisme, nos honorables représentants du peuple visaient-ils plus haut et leur mandat législatif n'était-il pour eux qu'un marchepied vers des destins plus lucratifs. Et tandis que l'un se livrait à ses Mystères et autres Mirages, l'autre bâtissait progressivement son trust de presse au moyen d'appuis politiques ouvrant les appuis bancaires.

Bravant impunément, à l'instar de son homologue Amaury, et avec la complicité du pouvoir, l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française stipulant que la même personne ne peut être directeur de plus d'un quotidien, de même qu'elle lui fait obligation de déclarer l'origine des capitaux engagés (sanctions prévues : une amende de 30 à 30.000 francs et un emprisonnement de 6 jours à 6 mois), Hersant ne cachait pas son objectif qui reste de se mettre au service des classes possédantes qui lui assurent son ascension politique et financière et la sécurité policière dont il a besoin (5).

C'est ainsi qu'à propos des élections législatives de mars, sa tactique était aussi clairement affirmée : insuffler sur la plus grande partie possible du territoire, par le relais de ses quotidiens régionaux et le système du fac-similé (6) une information unique quasi officielle dans le même dessein de servir les groupements d'intérêts qui lui sont liés.

Mais ses ambitions ne s'arrêtent pas là. Ce mégalomane de presse se découvre aussi un rôle d'intérêt national. Il écrit, s'adressant à ses futurs électeurs de Neuilly, nouvelle circonscription sur laquelle il a jeté son dévolu : « Dans plus de cent circonscriptions de France et d'outre-mer, les journaux que j'anime sont aux côtés des candidats de la majorité. Si le sort était contraire, le malheur venu, il est souhaitable aux yeux du monde libre que le responsable politique des deux grands quotidiens français d'audience et de notoriété internationale soit un élu du suffrage universel ». En tout simplicité (7).

C'est en considération de ces dispositions que l'on saisit pourquoi Chirac, abandonnant Florence d'Harcourt, député R.P.R. sortant de Neuilly, déclarait à une récente réunion, à huis clos, du Comité central du R.P.R. : « Entre une candidate que j'apprécie beaucoup et un homme qui, par ses journaux, soutient plus de 30 de nos candidats, j'ai dû faire un choix ». Pour l'apprenti dictateur, qui a aussi profité des libéralités d'Hersant, la fin justifie les moyens, même les plus malpropres. Manque de pot, son poulain véreux allait quand même mordre la poussière.

---

(5) *Il faut lire sur ses « exploits » ce qu'écrit l'un de ceux des journalistes qui ont refusé de plier le genou devant lui, Denis-Périer Daville, ex-président de la Société des rédacteurs du « Figaro », dans son livre « Main basse sur le « Figaro », Tema-Editions, puis « La liberté de la presse n'est pas à vendre », Editions du Seuil.*

(6) *Transmission à distance, par câbles ou faisceaux hertziens, de pages composées à Paris en direction de ses imprimeries de province qui en assurent le tirage.*

(7) *Se présentant à Neuilly, papa Hersant a passé le flambeau qu'il détenait dans l'Oise à son fils Patrick, lequel continue la politique électorale distributive qui a si bien réussi depuis 22 ans à son géniteur, faisant distribuer, entre autres prodigalités, 16.000 colis alimentaires pour les vieux, accompagnés, toute honte bue, d'une carte de sollicitation.*

Il reste qu'Hersant, qui, dans sa volonté de puissance achète les consciences comme tout ce qui peut satisfaire sa soif de grandeur, était appuyé dans ses tractations politico-financières par des larbins de plume à sa dévotion qu'il a obligés dernièrement à signer un papier par lequel ils s'engageaient à défendre la majorité présidentielle. Que ne voit-on par de tels procédés, le danger que fait courir à la liberté de l'information la puissance dominatrice de l'argent attachée à la concentration de plus en plus poussée de la presse française.

D'ailleurs, dans le même temps, Hersant, se référant lui aussi aux accords du « P.L. », annonçait un plan de restructuration des imprimeries des deux titres, « Le Figaro » et « France-Soir », prévoyant leur fermeture et leur regroupement dans une imprimerie offset qu'il projette de construire à La Plaine-Saint-Denis ; ce qui aurait pour résultat de supprimer 75 % du personnel technique, soit 692 ouvriers.

Contre ce plan de liquidation d'emplois, la réaction ouvrière s'est traduite par une série de manifestations et d'arrêts de travail allant jusqu'à empêcher la parution des deux journaux. Contraint à la négociation, Hersant a été alors amené à maintenir un nombre d'emplois plus important que celui qu'il avait proposé. Mais quel crédit apporter à un tel homme et n'était-ce pas là, vu la proximité des élections, qu'une manœuvre pour retarder l'échéance de ses visées ?

Aux intéressés d'en juger. Ils savent néanmoins qu'ils devront veiller au grain, car d'autres propriétaires de titres surveillent ces opérations et ne tarderont sans doute pas à prendre le même chemin.

LE MARASME DU LABEUR

Tout, cependant, n'aurait pas été dit sur les difficultés de l'industrie du Livre, si n'était évoquée la crise que traverse également l'imprimerie de labeur, c'est-à-dire la branche qui fabrique tous les imprimés autres que les journaux : revues, catalogues, brochures publicitaires, livres, etc., et à propos de laquelle un rapport officiel, établi en 1973, concluait à une compression inéluctable des effectifs de l'imprimerie française atteignant 15.000 emplois d'ici à 1980.

En effet, si la presse française connaît, elle aussi, des licenciements, l'imprimerie de labeur a déjà perdu 10.000 emplois en cinq ans. Des entreprises, et non des moindres, ferment, d'autres réduisent leur personnel. Il est donc urgent d'agir pour stopper ce démantèlement.

Les syndicats du Livre, de toutes tendances, ne s'en sont pas fait faute et ont maintes fois dénoncé les véritables raisons de cette dégradation qui va s'accentuant et qui résident principalement dans le départ de nombreux travaux à l'étranger où sont pratiqués parfois des salaires plus bas et aussi des tarifs moins onéreux par suite d'équipements modernes plus performants.

On a recensé, outre la confection de catalogues à fort tirage et des travaux divers dans le secteur de l'édition, plus de 200 périodiques différents qui sont exécutés à l'extérieur et dont le rapatriement fournirait largement un emploi aux 15.000 travailleurs en cours de licenciement, alors que la France possède les moyens techniques nécessaires.

A cet égard, on ne peut, là non plus, passer sous silence l'attitude du P.C. (encore lui) et celle de ses militants syndicaux. Et cela en toute objectivité.

Car si l'on comprend le combat mené par les responsables de la Fédération du Livre C.G.T. pour exiger le retour en France des travaux expatriés, ce que l'on comprend moins, c'est que ces militants, pour une bonne part, membres du P.C., et surtout le secrétaire général de la C.G.T., Georges Séguy, qui cumulant cette fonction avec celle de membres influent du Bureau politique, donc bien placé pour en connaître, n'aient pu obtenir de leur parti (possesseur, entre autres affaires commerciales de nombreuses imprimeries, de quotidiens et hebdomadaires qui en font, et de loin, le plus grand groupe de presse en France) que soient ramenés en France les travaux qu'il fait confectionner au dehors.

Cette stiuation a d'ailleurs été mise en évidence, à plusieurs reprises, dans la « R.P. », mais il faut y revenir puisque rien n'a changé depuis, et qu'elle prive de travail des ouvriers dont les responsables syndicaux et le P.C. lui-même prétendent défendre les intérêts.

Comme par hasard, « L'Imprimerie Française » organe de la Fédération cégétiste du Livre, qui consacre une place importante à cette question, dans son numéro de février 78, a négligé de mentionner les pays de l'Est parmi ceux qui profitent de la fuite des travaux. Comblons cette lacune et, après ce qui a déjà été relevé dans nos précédents numéros, voyons, par exemple, d'après Jean Montaldo (voir son livre : « Les Finances du P.C. ») où sont imprimés les livres publiés par les Editions Sociales du parti communite :

Karl Marx : « La guerre civile en France », imprimé le 25 avril 1968, en Pologne ;

Marx-Engels : « L'idéologie allemande », imprimée à Leipzig, République Démocratique Allemande (R.D.A.), le 30 avril 1971 (632 p.) ;

Marx-Engels : « Lettres sur les sciences de la nature », imprimé en R.D.A., le 15 janvier 1974 ;

Marx-Engels : « Textes sur la méthode de la science économique », imprimé en R.D.A. le 20 janvier 1974 ;

Marx-Engels : « Correspondance » (3 volumes) : Vol. 1 (591 pages), imprimé le 28 avril 1971 à Köthen ; Vol. II (518 p.), à Leipzig le 15 novembre 1971 ; Vol. III (474 p.) à Leipzig, en 1971 ;

Marx : « Théories sur la plus-value (510 p.) imprimé à Leipzig, le 20 avril 1974.

Cette liste, forcément incomplète, montre toutefois qu'il y a loin de la théorie à la pratique et que les travailleurs du livre concernés ne devront pas l'oublier quand ils reviendront à la charge.

PRESERVER L'AVENIR

Mais il est temps de conclure. Répétons donc que si les nouvelles techniques impliquent d'importantes modifications dans la presse et le labeur concernant les normes de travail et l'emploi, il va de soi qu'elles doivent être négociées dans le souci de préserver les conditions d'existence des travailleurs.

Mais, dans cette perspective, étant donné que l'organisation syndicale C.G.T. du Livre parisien ne défend plus un monopole d'embauche contesté et disqualifié par ses abus, ne peut-on imaginer qu'un moment viendra où celui-ci ne sera plus un obstacle à l'unité ouvrière d'action revendicative ? Condamnés à vivre et à lutter ensemble, la sagesse voudrait que les travailleurs du Livre, faisant trêve à leurs querelles de boutiques, comprennent que ce qui est essentiel, maintenant, c'est de dépasser leurs divergences pour rechercher en commun les moyens de faire face dans les meilleures conditions aux prétentions patronales.

Ce que l'on doit, en tout cas, retenir de ce conflit, le plus important et le plus long dans l'histoire de la presse qu'aient eu à soutenir les travailleurs de la profession, c'est la capacité de résistance dont ont fait preuve les ouvriers en lutte grâce à l'effort de solidarité accompli. Ce qui devrait dissuader à l'avenir l'adversaire patronal susceptible de s'engager imprudemment dans une semblable aventure.

Enfin, on souhaiterait que cette mémorable expérience soit salutaire pour le syndicalisme du Livre et qu'il sache en tirer les conséquences en vue du succès des luttes futures. A cela, deux conditions : d'une part, qu'il se débarrasse de l'emprise politicienne à laquelle il avait été si longtemps réfractaire et qui sème la division dans ses rangs. D'autre part, qu'il sorte de l'ornière corporatiste où certains, oublieux de la finalité syndicaliste inscrite naguère dans nos statuts, ont été conduits à ne plus songer qu'à grossir leur part des superprofits des marchands de papier imprimé.

N. FAUCIER.

A propos de l'Europe germano-américaine de M. Bourdet

MAUVAISE FOI ET HUMOUR NOIR... !

Je reconnais bien volontiers que mes propos appellent souvent la controverse... que j'ai une fâcheuse tendance à poser des questions dont la seule formulation provoque étonnement, inquiétude et même irritation. C'est peut-être une maladie congénitale. Peut-être aussi le désir de me prouver à moi-même que je n'ai pas atteint l'âge de la sérénité et que séduit par la morale enseignée par Jean-Paul Sartre lui-même je prouve mon « existence » par un engagement sans cesse renouvelé... jusqu'au point final... à la clôture de mon destin... peut-être proche.

Et je crois demeurer ainsi fidèle à la tradition de la R.P... qui n'a pas été fondée pour exposer des certitudes, lancer des mots d'ordre... mais pour entretenir la discussion sur tous les problèmes posés par le mouvement ouvrier.

Faut-il répéter qu'en tentant de prévenir la renaissance de la germanophobie, je demeure dans la ligne d'un internationalisme que nous n'avons jamais renié ou altéré et dont la logique interne balaie les préjugés et les partis-pris à couleurs nationales ?

Dans la R.P. de janvier et février 1978, j'ai mis en cause le *Comité contre l'Europe germano-américaine* dont MM. J.-P. Sartre et Claude Bourdet paraissent les animateurs. Pourquoi les nommer ? Parce qu'ils cautionnent... au nom de principes qui peuvent orienter certains des nôtres, une entreprise que je crois nocive et criminelle. Et si je les prends à parti, c'est justement parce qu'ils ne sont pas de simples exécutants de consignes élaborées par les états-majors de partis communiste ou gaulliste. Ils doivent à leur prestige personnel, à l'éclat de leurs personnalités, d'être placés au premier rang. On ne peut les blâmer de cette courageuse priorité. Mais n'est-il pas normal que l'on éclaire le passé et le présent d'hommes aussi représentatifs et qu'on les charge de responsabilités qu'ils ont délibérément assumées ?

Le Dr Fanny Schapira (R.P. de février 1978) s'indigne de la qualification que j'attribue à Claude Bourdet « *si longtemps compagnon de route des staliniens* ». Je l'ai dit aussi de J.-P. Sartre. Pour celui-ci il serait difficile de le nier. Nous nous réjouissons de ces prises de position contre les excès des dirigeants de Moscou, depuis l'abominable intervention des chars soviétiques en Hongrie. Mais c'était l'année même de l'entreprise de déstalinisation menée par Krouchtchev. Les crimes de Staline, avant cette échéance, ne pouvaient-ils suffire pour provoquer la haute protestation d'un des plus éminents penseurs de notre temps ?

Il faut cependant ne pas me faire dire autre chose que ce que j'ai dit avec suffisamment de précision. Je n'ai jamais accusé Bourdet et Sartre d'être staliniens. Ce serait un mensonge et une absurdité. Mais on peut fort bien accompagner des gens à qui on ne se mêle pas, pour « *un bout de chemin ensemble* ». Karl Radek — alors homme de confiance de Moscou — employa cette expression en 1923 pour définir l'alliance — quelque peu insolite — des nationalistes et des communistes allemands. Ceux-ci en 1932 furent « compagnons de route » des hitlériens qu'ils avaient combattus avant, les armes à la main, et qui devaient les assassiner après janvier 1933. Des gaullistes inconditionnels ont voulu cette année encore « accompagner » la gauche, en forçant l'allure pour rejoindre les troupes de Marchais. Il n'est vraiment pas abusif de signaler que le Comité anti-germano-américain chante aujourd'hui le même refrain que les ex-staliniens et les gaullistes, même s'il y a quelque variété dans le style des couplets.

Je ne sais depuis combien de temps nous lit le Dr Fanny Schapira. Peut-être ignore-t-elle que nous étions à peu près unanimes à la R.P. à condamner le neutralisme de Claude Bourdet ? Dissocier l'alliance atlantique, encore en 1952, c'était ouvrir aux chars soviétiques la route de l'Ouest jusqu'au Finistère — comme empêcher l'application du plan Marshall, c'était porter au Pouvoir, dans une Europe occidentale ruinée et misérable, la cinquième colonne stalinienne. Et je puis même affirmer qu'à cette époque, le plus résolu d'entre nous à organiser la résistance à Staline, grâce à l'aide américaine, c'était justement Robert Louzon.

Au reste le Dr Fanny Schapira se laisse emporter par son indignation, jusqu'à simplifier la vérité au nom d'une logique arbitraire : D'après elle : « *Bourdet était contre les staliniens et les alliés des Américains* »... par exemple en 1956, « *il était contre Suez et contre Budapest* ». Mais si Budapest fut bien l'œuvre des ex-staliniens, l'aventure de Suez menée par la France, la Grande-Bretagne et Israël fut condamnée par les Etats-Unis, dont l'intervention brutale mit fin à l'entreprise.

***

Il ne fallait pas accuser Sartre et Bourdet de « *mauvaise foi* ». On peut les contredire, sans les injurier. Soyons francs, là encore. Dans toute polémique, il y a de part et d'autre : simplification de la réalité. On sélectionne les faits, on en survalue certains, on en néglige d'autres. J'ai peut-être, parfois, cédé à cette tentation. Mais lorsqu'on justifie son parti-pris par la déformation des faits, par l'invention de « mythes », par cet esprit de système dont Léon Daudet fut le plus remarquable praticien (le ministre Malvy est un traître, Mata-Hari fut une espionne allemande. Donc Mata-Hari fut la maîtresse de Malvy...), lorsqu'on n'établit pas sa conviction sur des démonstrations et des preuves, mais que l'on fabrique des démonstrations et des preuves pour justifier une conviction préétablie... si l'on n'est pas un fanatique ignorant et imbécile... c'est que l'on est de mauvaise foi. Je scandaliserai encore certains amis en affirmant que de ce point de vue, Karl Marx (dans sa querelle avec Bakounine), Lénine (dans ses polémiques avec les mencheviks et les sociaux-démocrates) allèrent beaucoup plus loin dans la mauvaise foi que Sartre et Bourdet.

J'ai déjà relevé certaines affirmations inacceptables du Comité contre *l'Europe dite germano-américaine.* On sait aujourd'hui qu'entre les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale il y a sur le plan économique et financier des divergences singulièrement graves, quant à la relance économique (Washington souhaite une intervention directe de l'Etat que Bonn refuse) — quant à la réévaluation du mark (qui alourdirait le prix des importations allemandes et qui pourrait bloquer la dangereuse dégringolade du dollar) — quant à la politique nucléaire.

Imaginer une Allemagne satellite des Etats-Unis et une Europe soumise aux Etats-Unis par le jeu de l'Allemagne... c'est vraiment délirant. Sur le plan militaire, il faut choisir... ou admettre — selon le vœu de Mao-Tse-Toung — que l'Europe occidentale se maintienne sous « le parapluie américain »... ou bien transposer le gaullisme en Allemagne, c'est-à-dire accorder à l'Allemagne fédérale la pleine liberté en matière d'armements. Ce qui est le plus dangereux dans l'attitude des Sartre et Bourdet, c'est justement cette discrimination à l'égard de l'Allemagne... alors que seule la France a abandonné l'O.T.A.N... comme elle était seule contre toute l'Europe et les Etats-Unis à prolonger, du temps de Poincaré, une politique de force à l'égard de l'Allemagne vaincue. L'indépendance nationale dont communistes et gaullistes inconditionnels se font les champions, à laquelle les socialistes... et les autres se croient obligés de se référer par complaisance démagogique... ce n'est pas seulement un slogan anti-européen, c'est aussi le retour aux surenchères nationalistes, et l'accélération de la course aux armements... aux aberrations autarciques. L'objectif immédiat c'est de séparer l'Allemagne de l'Occident, pour le plus grand profit de l'U.R.S.S. Bien sûr, nous sommes encore loin de l'issue fatale du poincarisme de 1923 : le national-socialisme et l'accord Hitler-Staline. Il s'agit aujourd'hui de créer l'atmosphère en présentant l'Allemagne de Bonn — où comme nous l'avons prouvé, la démocratie formelle y est aussi bien, sinon mieux, respectée qu'en France — comme soumise à un régime prétotalitaire.

La dernière entreprise, à laquelle participe Claude Bourdet, confirme notre interprétation du processus. On connaît notre opinion sur les manifestations spectaculaires du fameux « *tribunal Russel* » créé pour juger les crimes de « génocide ». Bertrand Russel, mathématicien, philosophe et sociologue au passé glorieux, déjà nonagénaire couvrit de son autorité pacifiste, ... les éclats d'un pacifisme nettement orienté, parfaitement anti-américain. Les Etats-Unis furent condamnés directement lors d'une première session — et indirectement dans la seconde qui se tint contre la répression en Amérique latine. Pour prouver leur impartialité les « juges », héritiers de Russel, allaient-ils enfin se tourner vers l'Est ?... Reprendre le procès de Staline, ou instruire celui des épurateurs du Cambodge... ou de l'Ethiopie « socialiste » ?

Non ! l'urgence c'est d'incriminer l'Allemagne fédérale pour « *les atteintes aux droits de l'homme et à la liberté du travail* ». Le tribunal s'est réuni le 29 mars dans la banlieue de Francfort. Tous les partis et les syndicats allemands y voient avec raison une « *diffamation de l'Etat démocratique et parlementaire* ». Et parmi beaucoup d'autres, Gunther Grass, le grand écrivain, courageux défenseur de toutes les libertés, s'étonne de voir « *la R.F.A. mise au rang des Etats fascistes* ».

Mais ces juges ont voulu que siège parmi eux : Rudolf Bahro, « *honorable citoyen de la République démocratique allemande* ». Seulement... voilà, dans l'Etat est-allemand, il est actuellement emprisonné (pour avoir publié un livre critique sur le régime... socialiste). La direction de la fondation Russel a voulu prouver qu'elle s'intéresse au sort de Rudolf Bahro. Elle a demandé respectueusement au Président de l'Etat est-allemand de *relâcher Bahro... quelques jours... afin qu'il puisse participer à la séance publique du tribunal qui jugera la République fédérale de l'Ouest.*

Dommage que Jarry ne soit plus là. On voit « Ubu-Roi » tirant de prison une de ses victimes pour l'envoyer juger un Etat ennemi... dont les gendarmes ramèneront ensuite le juge de leur gouvernement dans les geôles ubuesques.

Il appartenait è Claude Bourdet (avec M. J.-P. Faye) de répondre (le Monde du 1-4-78) à cette version de l'événement donnée dans « le Monde » du 31-3-78... « *qui irait dans le sens des attaques des autorités de Bonn* et *de la presse réactionnaire allemande* », Claude Bourdet ne dit rien, ni de l'intervention de Gunther Grass, ni de la situation de Rudolf Bahro.

Ce qui importe c'est que les « *jeunes socialistes* » *soutiennent le tribunal* (?), que *les jeunes libéraux en reconnaissent l'utilité,* que *de très nombreux comités de soutien* (combien... et de quelle importance numérique ?) *se sont constitués.* Il est vrai « *qu'ils connaissent des difficultés et subissent des divisions* »... *d'ailleurs relatives* (sic !). *Mais le tribunal fonctionne indépendamment de ces mouvements* ».

Ainsi ce tribunal siège librement en Allemagne fédérale, ainsi l'un de ses membres est emprisonné en Allemagne de l'Est, ainsi sa session provoque de libres débats dans toute l'Allemagne fédérale. Et cependant c'est là — *exclusivement* — qu'il faut porter en Europe la lutte pour les Droits de l'Homme... Ici ce n'est plus de la mauvaise foi. C'est de l'inconscience... ou (comme le dit B.B. dans le Monde) de *l'Humour Noir.*

Mais ce qui est moins drôle, c'est ce qu'a publié le Monde du 11-3-78. A l'intention des « *gaullistes d'opposition* » (sic) Louis Baillot responsable de la Commission de défense du Parti Communiste déclare : « *la République fédérale d'Allemagne peut être demain un adversaire de la France, surtout avec l'arrivée au pouvoir chez nous d'un gouvernement de gauche.* Donc le Pluton (missiles nucléaires tactiques installées dans le Nord-Est de la France) *peut être un moyen de sauvegarde de l'Hexagone* ». Cette déclaration aurait terrifié le groupe parlementaire social-démocrate allemand.

Claude Bourdet... « pas stalinien mais... » candidat *officiel du Parti Communiste, dès le premier tour de scrutin des élections de 1978,* a probablement approuvé la solennelle affirmation de Baillot et ri — s'il sait rire — de « la terreur » de ces sociaux-démocrates naturellement pusillanimes. Encore de l'humour noir... sans nul doute !

Roger HAGNAUER.

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

DES ELECTIONS POUR RIEN. — Il n'est pas trop tard pour tirer quelques leçons des récentes élections législatives. Contrairement à tous les sondages la gauche n'a pas gagné. Et il est évident pour tous ceux qui ne sont pas animés par une foi aveugle, que le P.C.F. en est le premier responsable. Même dans ses rangs d'ailleurs, il y a des remous dont il sera intéressant de connaître la suite. Ses dirigeants ont voulu cette défaite, de crainte sans doute de laisser la première place au Parti Socialiste. Bien que se détachant peu à peu de l'obédience soviétique (ce qui me semble aujourd'hui établi, et irréversible, bien que beaucoup de camarades en doutent encore), le P.C.F. demeure attaché à une conception jalouse, fanatique, égocentriste et totalitaire de son rôle. Il veut être reconnu comme le seul représentant de la classe ouvrière, je ne serais pas étonné de le voir bientôt disposé à réaliser une union sacrée avec les partis de la bourgeoisie française plutôt qu'avec son ex-partenaire, le Parti socialiste.

De tout ceci, il n'y a pas de quoi se réjouir. Les espoirs des travailleurs, si pleins d'illusions qu'ils aient pu être, se sont écroulés, et ce seul fait constitue une défaite. Il faut s'efforcer de ranimer le courage de tous ceux qui pourraient se laisser abattre, de leur faire comprendre que les élections ne sont qu'un aspect, pas même essentiel, de la lutte qui doit continuer et s'amplifier.

A droite, c'est la division aussi. Chirac, l'homme le plus dangereux de France à l'heure actuelle, manœuvre pour devenir le prochain Président de la République. Il vient cependant de subir deux échecs : A Neuilly, il avait écarté Mme Florence d'Harcourt, députée sortante de son parti, pour faire élire M. Hersant, directeur du Figaro et de France-Soir. Or, elle a été réélue. Et Jacques Chaban-Delmas a été élu Président de l'Assemblée Nationale contre Edgar Faure, candidat officiel du R.P.R. Dans les deux cas, c'est Chirac qui a été battu en brèche dans son propre parti. Mais il demeure soutenu par de tenaces partisans. Avez-vous remarqué, camarades parisiens, dans les kiosques des grands boulevards, ces deux cartes postales parmi celles qui sont mises en vente : l'une représente l'Hôtel des Invalides, surmonté d'une effigie de Napoléon ; l'autre plus récente, montre l'Hôtel de Ville, au-dessus duquel plane, sur le même modèle, Jacques Chirac, dixième Maire de Paris. Chirac se prend-il, ou ses amis le prennent-ils, pour Napoléon ?

Tout va donc continuer comme avant, en pire même. Barre a succédé à Barre, et nous n'avons pas fini de contempler son air satisfait de lui-même à la télévision. Dès le mois de mai, les services publics vont augmener, ce qui va faire monter en flèche tous les prix. Les travailleurs continueront de voir leurs conditions de vie stagner ou régresser. Il en eut été de même avec la gauche, à la longue ? Probablement. Mais, victorieuse, elle aurait tout de même dû tenir compte de la volonté populaire, et c'eut été cela de gagné.

Quant à l'extrême-gauche, sa dispersion est toujours aussi désespérante. Dans une même circonscription électorale, il n'était pas rare d'avoir le choix entre un candidat du P.S.U., un de la Ligue Communiste, un de Lutte Ouvrière, d'autres encore. Comment espérer constituer un nouveau pôle d'attraction dans ces conditions ?

VIOLENCES EN CHAINE. — Le Baron Empain est pour nous un adversaire de classe. Mais les gangsters qui l'ont enlevé, puis libéré quand ils ont craint que leur aventure ait pour eux de funestes conséquences, n'ont agi que dans un but crapuleux. Et quelle sauvagerie que de couper avec un canif une phalange du doigt d'un homme !

Ceux qui, en Belgique, ont assassiné le Baron Bracht, étaient animés par les mêmes mobiles et ne valent pas mieux.

Les « Brigades Rouges » d'Italie, qui ont enlevé le leader démocrate-chrétien Aldo Moro, et qui l'ont assassiné, prétendent agir par idéal, tout comme l'a fait en Allemagne la « bande à Baader ». Mais leurs méthodes n'ont rien à voir avec la cause de la Révolution Prolétarienne. Elles ne sont pratiquées par eux que parce que la violence se répand aveuglément dans les milieux les plus divers.

A Auxerre, des enfants assassinent un clochard à coups de pierres, et ne semblent éprouver aucun remords de leur crime.

A Joinville-le-Pont, le propriétaire irrascible d'un pavillon tire au fusil sur un enfant qui avait pénétré dans son jardin pour y récupérer son ballon, et le blesse grièvement.

Tous ces faits sont les signes de la décadence d'une société dont les valeurs s'écroulent sans qu'une autre éthique, une autre morale les aient remplacées. Il est grand temps qu'une salutaire mutation redonne à notre monde l'équilibre qui lui échappe.

DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE. — En Afrique orientale se déroule un de ces conflits qui nous auraient déjà peut-être amené une guerre mondiale généralisée, si la crainte des effets terribles des engins nucléaires était moins forte. D'autre part, ce conflit de la corne de l'Afrique me paraît être celui au sujet duquel il est le plus difficile de prendre parti, car les différents peuples qu'il concerne, Ethiopiens, Somaliens, Erythréens, ne manquent pas d'arguments en faveur de leurs thèses pourtant contradictoires.

De longue date a été constitué en plein continent africain un vaste état, qui s'est formé, tout comme ceux d'Europe au Moyen Age, autour d'un monarque rassembleur de terres. Officiellement, la famille impériale, qui régnait dans ce pays, l'Ethiopie, descend du roi Salomon et de la reine de Saba. En fait, rien ne le prouve : la reine de Saba dont parle la Bible semble bien avoir été une souveraine de l'Arabie du Sud, le pays que l'on appelle maintenant le Yémen, et non de l'Ethiopie. Autre légende : par suite de cette union avec Salomon, le roi hébreu, l'Ethiopie aurait adopté la religion israélite avant le christianisme. En fait, les quelques Juifs éthiopiens de race noire, les Falachas, que j'ai pu visiter aux environs de Gondar en 1967, et qui sont cultivateurs et potiers, semblent être des descendants de ceux qui se sont

convertis au Judaïsme au cours des premiers siècles du Christianisme, lorsque ces deux religions étaient concurrentes en Afrique.

Bref, les Abyssins ou Amharas (ce nom signifie les « rouges », car ils ne se considèrent pas comme des noirs), qui occupent le centre de l'Ethiopie, ont adopté d'assez bonne heure le christianisme sous une forme spéciale, celle de l'Eglise Copte, dotée d'un clergé nombreux et influent, et qui est monophysite, croyant en la seule nature divine du Christ et ne voyant dans sa nature humaine qu'une apparence, sans pour autant nier la réalité de ses souffrances sur la croix, ce qu'ont fait au cours de l'histoire d'autres monophysites plus absolus. Mais laissons ces subtilités théologiques.

Les Amharas parlent une langue sémitique, apparentée à l'arabe et à l'hébreu, mais utilisant une écriture syllabique qui se lit de gauche à droite, comme celles des langues européennes. Et ils ont subjugué autour d'eux des populations musulmanes dont les langues, qui ne s'écrivent pas, appartiennent au groupe hamitique : des Somalis, des Danakils (ou Afars), les Gallas. D'après certaines estimations, ces derniers (les Gallas) constitueraient l'ethnie majoritaire de l'Ethiopie.

L'Empire était divisé en provinces, chacune étant gouvernée par un « Ras », ce qui signifie roi. L'Empereur, ou Négus, était le « Roi des Rois ».

Au XIX[e] siècle, un grand souverain, Ménélik II résista à une tentative de colonisation de son pays par les Italiens, qu'il battit à Adoua. Mais les Italiens conservèrent l'Erythrée et la majeure partie de la Somalie.

A Ménélik succéda son petit-fils Lidj Yassou, qui se convertit à l'Islamisme, peut-être pour un motif personnel (son mariage avec une musulmane de haut rang), peut-être aussi, bien que l'on ait voulu voir en lui un farfelu, par dessein politique. Pendant la guerre de 1914-18, il se considéra comme l'allié de la Turquie musulmane, et par conséquent de l'Allemagne. Son cousin et rival le Ras Tafari en profita pour s'appuyer sur les Anglais et les Français et l'éliminer en le faisant emprisonner, et même odieusement mutiler (les quatre membres brisés), si l'on en croit un témoignage cité par Henri de Monfreid, qui, il est vrai, est loin d'être impartial. Bref, Tafari gouverna d'abord au nom de sa tante Zauditu, fille de Ménélik, puis devint en 1930 l'Empereur Haïlé Sélassié. Mais en 1935 l'Italie fasciste entreprit de nouveau la conquête de l'Ethiopie, et l'Empereur dut s'enfuir par Djibouti, et aller plaider sa cause devant la Société des Nations.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, les Anglais chassèrent les Italiens d'Ethiopie, et rendirent à Haïlé Sélassié son empire. Puis l'Erythrée lui fut attribuée, à condition toutefois qu'elle bénéficie d'un statut d'autonomie, ce qui ne fut jamais réalisé.

Haïlé Sélassié réussissait à maintenir un ordre relatif dans son empire. Les étrangers de passage à Addis Abeba (ce nom signifie « La fleur nouvelle ») pouvaient visiter le parc de son palais, y contempler les animaux de son zoo, pénétrer même dans la cage des guépards et caresser ces fauves inoffensifs, et aussi regarder jouer les arrière-petits-enfants de « Sa Majesté ». Mais en face du palais, il y avait un ensemble de misérables masures, dont la pauvreté contrastait de façon choquante avec le faste impérial. L'avenue Winston-Churchill, la grande artère de la capitale, était en temps normal pleine de mendiants, que l'on emprisonnait tout simplement pour quelques jours lorsqu'arrivait un visiteur de marque, à qui l'on voulait donner une bonne impression du pays.

On sait qu'Haïlé Sélassié a été détrôné par une junte militaire qui se proclame socialiste, le Derg, qui fait régner en Ethiopie la terreur afin de conserver un pouvoir fragile.

Mais à l'époque actuelle, en Afrique comme ailleurs, les nationalités s'affirment et revendiquent, et dans cet empire hétérogène se sont développées des forces centrifuges : En Erythrée, le mouvement pour l'indépendance est passé à la lutte armée, tandis que les Somalis de la province d'Ogaden cherchaient à s'unir avec la République de Somalie voisine.

Dans la période actuelle, telle est la situation : un pouvoir central qui emploie des moyens brutaux pour maintenir sa domination, ne voulant renoncer à aucune des provinces rassemblées par les Empereurs, ni au débouché maritime que constitue l'Erythrée. Le point de vue éthiopien est compréhensible : si deux provinces font sécession, tout le pays risque de s'effrondrer, et les revendications en chaîne aboutiront à une épartillement, un morcellement néfastes. Mais on peut aussi comprendre la volonté d'indépendance de l'Erythrée, dont les désirs ont été bafoués après le départ des Italiens, ainsi que les revendications de la Somalie, qui voudrait rassembler toutes les populations qui parlent sa langue. L'Ethiopie peut se réclamer de la résolution de l'O.U.A. opposée à toute revendication territoriale sur le continent africain. Mais il était assez inattendu qu'elle reçoive un appui militaire de la part de l'U.R.S.S. et de Cuba.

En effet, les Russes avaient semblé d'abord soutenir la Somalie, qui s'était la première déclarée « socialiste ». Mais « socialisme » contre « socialisme », l'U.R.S.S. a finalement pris le parti qui lui a semblé le plus avantageux pour elle-même. Il est moins compréhensible encore que Cuba se soit laissé entraîner dans ce soutien inconditionnel d'un des deux camps qui se prétendent également progressifs. Qu'auraient pu et dû faire des pays réellement socialistes ? S'efforcer de rapprocher les points de vue, encourager les dirigeants éthiopiens, érythréens, somalis à s'entendre dans le respect des particularités des uns et des autres, leur suggérer de former une Fédération républicaine des peuples de la corne de l'Afrique. Malheureusement, ce n'est pas ce qui a été fait, et il est à craindre que demain la situation engendre des développements de plus en plus dangereux. Pour l'instant, l'Ethiopie semble avoir triomphé en Ogaden, et être sur le point de liquider la sécession de l'Erythrée. Et les positions des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. paraissent ne pas trop se heurter. Pas plus que l'U.R.S.S., les Etats-Unis ne souhaitent un démembrement ou une dissolution de l'Ethiopie. Mais ils ne peuvent voir d'un bon œil l'implantation de l'influence russe ou cubaine dans ce pays. Tout ceci ne présage rien de bon pour l'avenir.

Jacques GALLIENNE.

LES SOVIETS PARTOUT ! (Même en Russie...)

Il fut un temps où dans les manifestations du P.C. retentissait ce cri, auquel les oppositionnels de tout poil répondaient comme vous savez (voir le titre de l'article). Qui aujourd'hui oserait glorifier les soviets ? En Italie, Berlinguer bichonne de son mieux son fameux « Compromis historique ». En France, un simili Thorez (Marchais s.v.p.) aurait été si heureux d'être un peu ministre (vous me direz que ce Machiavel de Champigny, aux dernières élections, n'avait qu'un but : aplatir le P.S. au profit du P.C. Bien sûr, cela fut raté, mais au fond de lui-même Marchais aurait été si content de devenir une Excellence. Il faisait déjà à la télé le « personnage » au costume bien coupé ; la réussite était parfaite, sauf pour la perfection des discours où les liaisons étaient souvent dangereuses.

Donc la foire électorale est terminée. Une constatation s'impose : le P.S. triomphe modestement sans programme commun ; cependant les syndicalistes de bonne souche sont obligés de constater que son groupe parlementaire n'a aucun ouvrier dans son sein (voir le tableau comparatif de la répartition socio-professionnelle de la nouvelle Assemblée paru dans le « Matin de Paris » du 19 avril 1978). Cela peut paraître, sans démagogie, gros de conséquence historique. Le P.C., d'après le même tableau, compte 38 ouvriers. Hélas ! sans cruauté excessive, l'on peut affirmer qu'il s'agit de 38 produits du fameux centralisme démocratique qui est à la démocratie ce que la saccharine est au sucre !

Ce tableau du « Matin de Paris » nous montre également que le R.P.R. et l'U.D.F. ont des groupes parlementaires composés à plus de 90 % de hauts-fonctionnaires, de chefs d'entreprise, de cadres supérieurs, d'ingénieurs, de professions libérales. Un esprit superficiel pourrait en conclure que la France compte dans sa population une immense majorité de grands bourgeois ou semi-bourgeois. Non, malgré tout puisque en gros la Droite a gagné les élections avec 51 % des suffrages exprimés, la Gauche en ayant 49 %.

Nous vivons dans un monde sociologique fort curieux. Si vous regardez un hebdomadaire idéologiquement d'une certaine gauche, sinon d'une gauche certaine, tel le « Nouvel Observateur » (par ailleurs assez bien fait), l'ironie peut monter en vous. Les pages de publicité y sont sous le signe d'un voyage aux Bermudes, de l'achat proposé des bagnoles de P.-D.G. sans parler des soins de Beauté d'Elisabeth Arden pour leurs épouses ou leurs maîtresses !

Bidonvilles et H.L.M. s'abstenir... et dire que Marchais nous parlait — encore hier — des 17 millions de pauvres de notre pays... Certes, la grande masse des électeurs communistes ne lit pas le « Nouvel Observateur » (pas plus que d'autres organes sortant du même tonneau). Il n'en est pas moins certain que les états-majors de la Gauche ont beaucoup d'attrait pour cette presse. Cependant, il arrive d'y pêcher parfois une perle rare. Un jour, Jean Daniel (rédacteur e nchef du « Nouvel Observateur »), écrivit que les « révolutionnaires » de mai 68 étaient dans l'ensemble des enfants d'origine bourgeoise. Bien sûr, il faut tenir compte aussi des nouveaux Jules Vallès (sinon pour le talent, du moins pour l'origine).

Mais que sont devenus les Geismar et les Sauvageot ? Pour le petit rouquin éloquent Cohn-Bendit, il paraît que son plus cher désir est de retrouver le boulevard Saint-Michel et surtout nostalgiquement Nanterre où, en 68, il se révéla à lui-même. Comme il serait bon que l'ami Hagnauer, qui connaît bien l'Alma mater, s'arrange à nous entretenir de l'inflation estudiantine des temps nouveaux, d'autant mieux qu'il n'est pas marxiste. A l'époque de notre jeunesse commune, aux réunions de la rue de Belfort, dans le vieux 11e arrondissement, si plein encore des souvenirs communards, il nous révéla à nous jeunes ouvriers que Marx aimait à dire : « Moi, je ne suis pas marxiste ». Cela est utile à rappeler lorsque trop de perroquets se croient savants en jacassant des formules creuses du « socialisme scientifique ». Bien sûr en veillissant, beaucoup s'en tirent en proclamant comme Pierre Daix et beaucoup d'autres « J'ai cru au matin ». Notre fierté, c'est d'affirmer que, dès le matin, nous avons entendu le canon de Kronstadt qui tirait contre les marins de « l'Aurora », alors que beaucoup se bouchaient les oreilles. En somme nous avons eu la naïveté d'être avec la Révolution russe et le moins possible avec l'Etat dit soviétique.

*

Notre société actuelle se trouve confrontée désormais avec d'autres problèmes, dont le plus angoissant est celui du chômage. Des esprits cyniques peuvent penser, s'inspirant d'une déclaration valable faite récemment par Alexandre Sanguinetti (qui fut jadis président de la Commission de l'Armée au Palais Bourbon avant ses déboires électoraux) : puisque, aujourd'hui, dans le monde il y a six fois plus d'armements qu'avant la guerre de 39-45, résignons-nous à un nouveau conflit plus ou moins planétaire qui réglera la question. On cassera, on tuera des millions d'êtres, et après l'on verra bien ! On repartira à zéro ou presque. Vision atroce sans doute mais qui peut croire au Désarmement et à la Paix ? peut-être la balayeuse de la sempiternelle Conférence de la Paix. En tout cas, les hauts dignitaires de ce « machin » comme la désignait un certain général pour qui la guerre est la loi de l'espèce humaine (De Gaulle pour ne pas le nommer) tous ces beaux messieurs sont sans illusion sur la bombe à neutrons et sur sa propreté. Il suffit que chaque impérialisme ait son compte bien vérifié de neutrons.

Pour le chômage, un journaliste sérieux, Michel Bosquet, nous informe dans le numéro du « Nouvel Observateur » du 30 avril dernier (cet hebdomadaire a quelquefois d'excellentes réussites dans le domaine de l'information utile) : l'industrie allemande assure actuellement la même production qu'en 1974 avec 12 % de travailleurs en moins, soit un million de personnes. Un rapport français paraît-il encore « secret » (mais connu par une indiscrétion heureuse) estime que les microprocesseurs (robots électroniques) donnent actuellement 25.000 interconnexions (ou informations) par centimètre carré. Ces

« chips » (rien à voir avec les pommes frites, hélas !) représentent une baisse de 99 % du coût de l'unité de mémoire. Toutes ces belles choses pourront être en place avant 1990. D'après « Der Spiegel » (17 avril dernier), un rapport effectué à la demande de Siemens estime que 25 à 30 % des travaux de bureau de cette firme et 38 % des postes dans l'Administration publique pourront être automatisés en une dizaine d'années.

Pendant ce temps-là, nos Universités continueront à fabriquer de futurs chômeurs très forts en littérature sociologique par exemple (moins l'expérience sur le tas). Il faut songer que ce fameux microprocesseur peut être logé dans un volume minuscule et, pour un prix facilement abordable, dans une quelconque machine de bureau, ou encore dans une machine-outil perfectionnée qui rend l'ouvrier qualifié superflu, qui est alimentée par un robot, lequel prend la place de l'O.S. Ces renseignements, fournis par le journaliste Michel Bosquet, sont gros de conséquences bien plus que la jolie tarte à la crème du défunt Programme Commun. Il ne s'agit pas de ressusciter les terreurs de l'An Mille, mais si l'on tient compte de certains phénomènes d'adaptation, des sociétés humaines au cours de ssiècles, sans ridicule l'on peut envisager d'ignobles tueries.

En 1938, au retour de Munich, Daladier qui, avec Chamberlain, avait livré la Tchécoslovaquie à qui vous savez, voyant la foule qui l'acclamait au Bourget à sa descente d'avion, murmura paraît-il entre ses dents : « Ah ! les cons ! ». Nous étions sous l'effet d'un certain charme que Giraudoux exprima si bien dans sa pièce « La Guerre de Troie n'aura pas lieu », par la réplique célèbre « Un quart d'heure de paix, c'est bon à prendre ! ».

Devant la montée du chômage, devant le monde en armes, devant l'aveuglement presque général, serons-nous encore des cons ?

Albert LEMIRE.

CHRONIQUE ANTICLÉRICALE : IDÉOLOGIE ET CROYANCE

Le soir du second tour des élections législatives, un communiste aliéné par la foi du charbonnier m'exprimait sa déception de voir s'évanouir l'espoir qu'il avait candidement placé dans l'union de la gauche en dépit de la rupture de septembre et dans la volonté révolutionnaire « du parti de la classe ouvrière » à prendre le pouvoir. La sincérité évidente de mon interlocuteur — simple fidèle et non dignitaire de l'église néo-stalinienne — pose une fois de plus le problème de comprendre comment nombre de prolos mais aussi d'intellectuels — ces derniers et particulièrement les « chers professeurs » plus encore que les ouvriers — se laissent abuser par la nouvelle chanson qui, aussi bien que l'ancienne, « berce la misère humaine ». Le goulag n'a rien à envier à l'inquisition. On peut se demander, si l'idéologie marxiste et les partis communiste ou social-démocrate, ne constituent pas les cadres rêvés pour assurer la promotion sociale des intellectuels méprisés par les bourgeois.

Le livre récent d'Alain Besançon : « les origines intellectuelles du léninisme » (édit. Calmann-Lévy), a le mérite sur plus d'un plan d'apporter des réponses originales à cette question.

Et d'abord se demande-t-il quelle est la nature de l'U.R.S.S. ? Un capitalisme d'Etat ? Un despotisme asiatique ? Une technobureaucratie ? Non, réplique l'auteur : c'est une idéocratie.

Pour un tel régime, l'idéologie devient l'industrie nationale la plus importante. Que représente-t-elle pour les maîtres du Kremlin ?

Elle est conforme à la science et exprime les intérêts de la classe ouvrière d'où le conflit manichéen qu'elle conduit contre l'idéologie bourgeoise fausse.

Pour les opposants de l'intérieur, elle n'est pas un concept mais une réalité vécue dès l'enfance dans les écoles. Elle constitue très largement une « croyance non crue ». Elle sert à déguiser et justifier l'événement et appelle à des degrés divers cette mixture surprenante de foi et de mauvaise foi constatée chez ses adeptes.

Mais Alain Besançon la considère essentiellement comme un phénomène nouveau — une bête nouvelle et monstrueuse — dit-il qu'il faut identifier :

1) *elle est à la fois une croyance et une théorie rationnelle.* Cette réalité mixte de l'idéologie, elle apparaît par exemple quand Lénine affirme religieusement : « la doctrine de Marx est toute puissante parce qu'elle est juste » pour suggérer ailleurs en s'appuyant sur le caractère nécessairement athée (du moins jusqu'à présent) de l'hypothèse scientifique : « la conception matérialiste de l'Histoire est une doctrine scientifiquement démontrée » ;

2) *elle n'est pas une philosophie.* La pensée marxienne se dégrade en idéologie stalinienne. Le slogan remplace la réflexion ;

3) *elle présente une analogie avec la gnose,* ce mouvement religieux préchrétien qui prétendait à la connaissance complète et transcendante du moins pour l'unité de la nature.

Pour Alain Besançon, en effet, l'idéologie marxiste (le marxisme mécanique, dégradé, appauvri), comme la gnose, s'appuie sur un manichéisme (le mot est devenu commun) entre bien et mal, vrai stalinien et faux bourgeois... La dialectique s'exprime dans un mouvement à trois temps : du bien et du mal confondus dans le présent, surgira par la victoire du premier principe l'homme nouveau communiste... Enfin, tous les prolétaires ne savent pas au même degré le « sens de l'Histoire ». Seuls les apparatchiks, les révolutionnaires professionnels dont l'ascétisme même évoque celui des « Parfaits » de jadis peuvent conduire l'humanité à la révélation de sa véritable nature.

Je ne prétends pas en quelques lignes résumer un livre aussi riche qui montre les progrès de l'idéologie — cette réalité nouvelle dans l'aventure humaine — à travers la tradition religieuse, le siècle des lumières, la formation d'une intelligentsia, mais simplement donner par ce bref compte rendu à nombre de camarades le désir de se procurer un ouvrage qui suscite la réflexion, aiguise l'esprit critique et plus encore propose des interrogations fécondes.

Jean MOREAU.

LA MARÉE NOIRE

Tout le monde connaît les faits : un énorme bateau plein de pétrole brut échoue au large de la Bretagne : une énorme marée noire souille les côtes, empuantit l'air, tue les plantes, les oiseaux et les poissons.

Les travailleurs de la mer sont durement atteints. Il ne faut pas croire que la vie dans la mer ne concerne que les pêcheurs ; ils sont lésés les premiers et ce sont eux les plus touchés ; mais l'humanité entière a intérêt à ce qu'on ne tue pas la mer.

Des pavillons de complaisance

D'après Tribune Socialiste, hebdomadaire du P.S.U. dans un article signé Yves Sparfel : « Les pavillons de complaisance représentaient en 1976 le quart du tonnage mondial mais plus de la moitié des naufrages et échouements : ces pavillons de complaisance comme celui de l'Amoco-Cadiz dont les méfaits sont dénoncés par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de la marine marchande. La complaisance — dit ce journal — a cinq aspects fondamentaux : le pays où est immatriculé le bateau autorise des « étrangers » à être propriétaires ou à contrôler ses navires marchands ; ce navire peut être immatriculé à l'étranger par l'intermédiaire d'un consul ; le profit réalisé échappe quasiment au paiement d'impôts (seules charges : un droit d'immatriculation et une taxe annuelle selon le tonnage) ; les équipages du navire n'ont pas besoin d'être de la nationalité du navire ; le pays de « complaisance » ne peut ou ne veut pas imposer de réglementations gouvernementales ou internationales.

« Selon la C.F.D.T. l'exploitation des matelots y est effroyable. Leur salaire varie de 300 à 800 F par mois, heures supplémentaires inclues. Les contrats de travail, lorsqu'ils existent, sont rédigés de façon à mieux les exploiter (découverte récente : sur un bateau panaméen : interdiction de se syndiquer...). La journée normale est de douze heures et le racisme fleurit (Européens payés le double des Africains sur un navire chypriote). Les conditions de travail sont terribles : manque de nourriture, de sanitaires, pullulement de rats, etc. En premier lieu, la complaisance, dit T.S. c'est donc la possibilité d'exploiter une main-d'œuvre à bon marché.

« Après une dénonciation précise de leur mauvais équipement, l'article met en cause le gouvernement français « puisqu'il a combattu toutes actions menées par des syndicalistes français pour bloquer des bateaux comme le chypriote Harris-Trader (canots de sauvetage percés), comme le Globtick ou le grec Georgis-K (pour faire payer six mois d'arriérés de salaires). »

Les éternels mensonges

Comme dans une chanson révolutionnaire : ce n'est de la faute à personne. Pas moi, dit le commandant, l'armateur ne voulait pas payer le remorqueur. Pas moi, dit le remorqueur, il faut bien que je gagne quelques petits millards à mon dur métier. Pas moi, dit la Shell, je suis « France » et le pétrole était destiné à Shell-Hollande. Pas moi, dit le gouvernement français, on m'a averti trop tard.

Gouverner, c'est prévoir. Il est difficile de prétendre qu'après la marée noire du Torrey-Canyon, l'Etat français ne pouvait pas prévoir un autre accident plus grave encore. Il est encore plus difficile de croire l'éternel alibi de la technique « chaque fois le mazout est différent ; donc nous ne sommes pas équipés pour ce pétrole-là : Ah ! si c'était le pétrole du Torrey-Canyon !... ».

Et, maintenant, que prévoit-il ? L'Amoco-Cadiz ne contenait que 230.000 tonnes ; des pétroliers existent, circulent, nous menacent ; des bateaux contenant 550.000 tonnes, on peut donc, sans être un spécialiste du problème, prévoir des catastrophes deux fois pires !

Il crève les yeux que plus grands sont les bateaux plus grande est la catastrophe. Les hommes sont atteints d'une grave maladie : le gigantisme. Il faut réduire la taille des lycées à 1.000 élèves comme l'a sagement conseillé le comité des sages. Il faut réduire la taille des pétroliers. Après tout, ce pétrole, c'est nous qui l'achetons, c'est nous qui le payons. Il paraît invraisemblable que nous n'ayons aucun moyen d'imposer à nos fournisseurs un mode de transport qui ne soit pas un danger pour nous. Remplacer un pétrolier de 550.000 tonnes par onze de 50.000 tonnes pour une « civilisation » si fière de sa technique : cela ne doit pas être un exploit. Il paraît que, trop nombreux, ils se bousculeraient et on aurait de pires catastrophes ! cela reste à démontrer.

Autre affirmation : un grand pétrolier revient moins cher : cela aussi demanderait une démonstration. Dès qu'on examine de près, ce genre de calcul « c'est plus grand : donc cela revient moins cher » : on s'aperçoit que toutes sortes d'impondérables ont été négligés.

Interdire les gros pétroliers

Il faudrait demander aux Bretons par exemple si « cela revient moins cher ». Il serait bon que l'Etat français impose de telles charges à ces trop grands navires que l'argument économique s'évanouisse. Il serait bon qu'il interdise la construction de trop grands pétroliers. Il serait bon enfin de faire un traité international en ce sens.

A en croire les journaux, les gardes-côtes des U.S.A. ne permettent jamais de tels abus, ils écartent énergiquement de leurs côtes les bateaux qui seraient un danger pour leurs bords de mer.

Et si les ouvriers refusaient de les construire ?

Un camarade de la R.P. nous rappelait que des maçons fort courageux refusaient de construire des casernes et des prisons.

Aujourd'hui la C.F.D.T. elle-même dénonce les dangers du nucléaire, avec l'aide des travailleurs eux-mêmes ; ne peut-on rêver de jeunes travailleurs des chantiers navals qui auraient le courage de refuser ; et de rendre impossible la construction de tels navires. On objectera que les Japonais les feront. Là aussi, une internationale des travailleurs peut se reconstruire. Peut-être parce qu'ils ont plus que nous souffert de la guerre, peut-être parce que la pollution de la mer a explosé à Minnemata d'une façon si atroce, peut-être parce que leur police est bien plus dure que la nôtre, peut-être, enfin parce

que leur patronat de droit divin est bien plus puissant que le nôtre, les révolutionnaires nippons sont parmi les plus courageux du monde. On peut rêver que les ouvriers japonais s'associent à un tel refus.

Une vaste reconversion

Le premier souci de Louis Lecoin, lorsqu'il prônait le désarmement, était de donner du travail, un salaire décent aux ouvriers des industries d'armes pour qu'ils changent de métier. Il faut y penser. Penser aux ouvriers des chantiers navals et les aider concrètement à se reconvertir. Comme il faut penser aux ouvriers qui travaillent à l'armement. Comme il faut penser aux travailleurs de certains laboratoires pharmaceutiques, qui fabriquent des poisons, au moins inutiles parfois nuisibles. Comme il faut penser à nos camarades des centrales atomiques et de l'usine de retraitement de La Hague... La liste est longue, elle ne peut pas être exhaustive tant les hommes se sont jetés, à tête perdue, dans la fabrication de leur mort. Une énorme reconversion est à faire... sera faite : les hommes se reconvertiront dans des œuvres de vie, pour arrêter le grand suicide de l'humanité.

Yvette GRILO.

DÉBAT SUR LE SOCIALISME

SANS IDÉE PRÉCONÇUE...

Je continuerai ma collaboration aux recherches de Gallienne sur la liberté et le socialisme.

Je crois le faire sans idée préconçue. Cela pour quatre raisons : Je demeure attaché au socialisme. Je crois toujours exacte la formule de l'alternative : socialisme ou barbarie. Dans sa perspective je continue à ne pas croire impossible le socialisme dans la liberté. Et si je pense que les options syndicalistes sont et seront les meilleures garanties d'une telle possibilité, je ne refuse à priori aucune autre forme de socialisme dont une argumentation claire et solide, ou l'expérience me démontrera la valeur. Ce ne sont donc pas mes options sentimentales ou mes habitudes de pensée qui me déterminent surtout si, en même temps, je doute d'elles par principe et si je détecte par rapport aux perspectives de « socialisme ou barbarie » et de « socialisme et liberté », les énormes possibilités, opposées, de la barbarie sans socialisme et de la liquidation des libertés.

Nous sommes donc bien jusque-là, Gallienne et moi, sur la même longueur d'ondes... Nous pouvons donc continuer à n'éluder aucune question. De celles qu'il me pose, implicitement, à nouveau, il n'y a aucune possibilité de se tirer à bon compte, aussi méritent-elles toute notre attention.

L'évolution d'une classe (comme la classe ouvrière) en voie de devenir classe dominante, selon les schémas admis par Gallienne, encore une fois, ne s'accomplit pas en vertu de ce que « *d'autres* », je ne sais quelles éminences, grises ou rouges, peuvent « *lui mettre dans la tête* » ! par exemple la persuader de *son* inaptitude à « *planifier* » et « *diriger* » l'économie en supposant que les deux formules ne puissent être qu'indissolublement liées.

Et si quelqu'un possède un tel pouvoir et en use si mal, on ne voit pas bien que ce puisse être sans raison, aussi mauvaise, soit-elle, et qu'il suffise de le lui faire remarquer pour qu'il se mette, au contraire, à « *pousser les ouvriers à prendre conscience !* » — cela me rappelle la formule : « *L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » et de ce qu'elle devient si on doit lui ajouter « mais il faut que quelqu'un le leur dise » et surtout « que personne ne leur dise le contraire ! ».

Le mot d'ordre : « *Tout le Pouvoir aux soviets !* » relève de la même foi, mais qui a confisqué aux soviets leur pouvoir ? et comment se fait-il qu'ils se le soient laissé consfisquer ? et, enfin pourquoi le leur a-t-on pris ? Ce sont là trois questions maîtresses, posées par la réalité de l'Histoire ! Il faudrait leur répondre d'abord. Après on verrait si le mot d'ordre initial était juste ou non, dans quelles limites, dans quelles conditions, et par rapport à quoi ? Est-il sûr qu'il ne fallait pas concevoir d'autres structures ? séparer les pouvoirs ? mener ue autre politique ? Est-il sûr qu'on ne peut formuler aussi bien, par conséquent, l'hypothèse de la continuité entre Lénine et Trotsky d'une part, et Staline d'autre part ? que celle de la rupture, puisqu'il demeure si difficile de préciser la limite du passage de la Révolution à la contre-révolution ? Certes les difficultés de la Révolution Prolétarienne en Russie étaient d'un autre caractère que celles que rencontrerait ou que rencontre une tentative de progression vers une Révolution Prolétarienne dans un ensemble de pays capitalistes avancés (Gallienne ferait bien de s'en souvenir en terminant son article), mais c'est faire preuve d'un grand optimisme que de percevoir actuellement quelque part les prémisses d'un tel rassemblement de pays dans un tel but.

Et si, dans de tels pays et de telles conditions, les difficultés ne pourraient être les mêmes que dans la Russie de 1917, comment ne pas voir que d'autres naîtraient également des conditions différentes et que ce n'est nullement avoir du prolétariat une idée défavorable que de l'imaginer très difficilement confronté aux problèmes d'une telle transition que l'on ne peut pas, en tout cas, promouvoir artificiellement...

Jacques Gallienne trouve cependant que le prolétariat a fait, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, « *le pas nécessaire* » et, parce qu'il s'est soulevé contre une tyrannie, la preuve de sa capacité à réaliser un socialisme véritable. Suffit-il de subir deux terribles défaites insurrectionnelles sur les terrains de deux guerres civiles, de « Communes » nationales contre un envahisseur, et même avec un programme socialiste-libre théoriquement valable pour avoir prouvé sa capacité de classe à réaliser son émancipation et ce socialisme ?

Certes je sais bien que nos malheureux camarades ne désiraient nullement restaurer le capitalisme. Ce dernier point présente, dans notre discussion, un seul intérêt, et qui n'est certes pas nul : Même dans les pays de la pire caricature de socialisme on peut encore vouloir se battre pour le socialisme véritable. Cependant je ne suis pas sûr que l'attitude de l'U.R.S.S. ait été, dans ces tragédies, dictée par la peur essentielle de la possibilité de naissance d'un socialisme authentique à ses frontières, mais plutôt par deux autres déterminants : Des impulsions impérialistes stratégiques, bien plus immédiates et terre à terre. Le maintien d'une planification industrielle répartissant les productions selon les nécessités rigides et hiérarchiques entre pays dominant et satellite dominé. Ce qu'on pourrait conclure en tous cas de cette partie de l'Histoire, si on la considérait avec l'optique de Gallienne, c'est que les pays dits « socialistes » et l'U.R.S.S. en particulier, ont pour caractéristique essentielle d'être les plus anti-socialistes des pays. D'ailleurs Gallienne ne s'en prive pas et ne nous décrit bien les progrès et réformes possibles dans ces pays que conditionnés par les luttes, les révoltes, les insurrections, *« la bureaucratie dite socialiste défendant avec beaucoup plus d'acharnement que n'importe quelle bourgeoisie ses privilèges »*. Ce qui est on ne peut plus concluant. A propos, toujours, de la grande variété de libertés dans de tels pays *(où les ouvriers n'ont pas, par exemple, le droit de grève, parce qu'ils la feraient alors contre eux-mêmes)* je n'arrive toujours pas à comprendre pourquoi il est impossible de dresser la liste de ces libertés, alors que autour de nous la moindre affiche, le moindre tract électoral, sait, dans la belle période, dresser la liste répertoire de celles qu'il prétend défendre ou veut revendiquer. Certes je sais bien quelle différence actuelle de vie il peut y avoir entre la Yougoslavie et le Cambodge, et même entre le Cambodge et le Viet-Nam, quelles différences, aussi, Gallienne établissait en octobre 72 et octobre 77, entre l'Albanie et la Bulgarie. Mais il s'agit tout au plus, en de tels cas, de plus ou moins importante intensité de l'oppression et d'air plus ou moins respirable, plutôt que de gammes précises de libertés.

A propos de la Bulgarie par exemple Gallienne fait état de constatations que j'ai pu faire, pour ma part, à propos de presse et livres autorisés (et bien plus largement) dans l'Espagne de Franco et les kiosques à journaux et librairies de Barcelone. Est-ce que cela prouvait que l'Espagne était un pays libre ? La comparaison générale à établir demeure celle que l'on peut faire à ce propos, entre les pays « dits socialistes » et ceux des démocraties classiques. Ces différences me semblent déterminées par des différences de nécessités dues à des différences de systèmes économiques (centralisme planiste étatique et libéralisme concurrentiel), et cela pas seulement parce que cette vue est conforme à toutes les doctrines marxistes ou proudhoniennes, ainsi qu'à toutes nos expériences sociales et systèmes de pensées.

Par contre, les hommes ne fabriquant toujours pas leur Histoire, il me semble difficile de concevoir que les alternances de fascismes et de démocraties soient dans les pays bourgeois de simples manifestations, en des choix à volonté, de machiavélisme stratégique, et de roueries tactiques, grâce auxquels l'évolution sociale serait conduite au doigt et à l'œil. Ce qu'il faut continuer à se demander, car la question est sans réponse, c'est s'il y a ou non une alternative démocratique, libérale, ou libertaire au planisme centraliste étatique, et si cette alternative (nulle part constatable) peut ou non s'accommoder d'une planification généralisée avec toutes les disciplines rigides qu'elle implique (y compris à la création, l'invention, et l'initiative — sans parler de celle qu'elle a tenté d'imposer à la recherche scientifique).

Car supposer, pour prouver qu'une planification générale est possible dans la liberté, que cela s'organisera au moment où un Printemps de Prague victorieux fera triompher le prolétariat de la dictature bureaucratique, c'est supposer le problème résolu. C'est encore formuler une hypothèse sous forme d'idée reçue que d'affirmer qu'il n'y a pas d'autres moyens de mettre en commun ceux de la production, les conditions d'une telle tranformation sociale étant réunies, que celui de la planification, — et à quel niveau ? celui de l'entreprise — (coopératives et plan commun selon Robert Louzon) ? Celui de la commune (expériences espagnoles) ? celui de l'Etat centralisé (expérience de l'U.R.S.S.) ? Et c'est oublier d'autres expériences valables, entre autres tout le réseau du mutuellisme, des coopératives de transports, de construction, de production, de commerce, d'échange, de logement, ou de voyages.

Pour ma part d'après ce que j'ai pu lire et étudier (mais il faudrait, entre autres, toute la collection de la R.P.), je crois à la programmation par entreprise — au plan système de compensation régulateur — aux plans généraux d'orientation souple à long terme, mais je ne crois pas à la planification généralisée, centraliste et rigide qui ne me paraît efficace que pour porter de façon évidente, dans tous ses indispensables réseaux de transmission et d'exécution la bureaucratie dictatoriale dans ses flancs.

Gallienne écrit à juste titre que devant de tels problèmes la recherche est indispensable. Le manque d'élémentaire solidité de nos doctrines est évident. La recherche des rôles respectifs, indépendants et complémentaires des syndicats, des soviets, des partis, des ligues, des cercles culturels, des groupes libertaires, n'est toujours que balbutiée. Et comment serait-il, pour nous, en ces domaines, possible d'isoler les problèmes humains des problèmes de mécanismes sociaux ? Comment serait-il possible, en de telles recherches de jauger d'un coup d'œil puis s'abandonner l'héritage de nos illustres prédécesseurs, des Louzon, Monatte, Pera, Rosmer, Pierre Besnard, Simone Weil ?..., en ne parlant que de nos principaux disparus... qui ont tourné et retourné ces problèmes... J'avais promis de citer un témoin à ce propos. J'ai cité Louzon à propos de la notion de plan, mais les extraits n'ont pas encore été publiés. Et il y en aurait tant d'autres. Comment ne pas voir que si les décentralisations souhaitées, peuvent, esquissées en Yougoslavie, provoquer de nouvelles formes de difficultés, celles-là classiques (rêvons-nous d'un système social où il n'y en aurait jamais plus aucune ?) le fait est qu'elles ont pu opposer à des régimes de frontières fermées la « libre circulation des marchandises, des idées, et des hommes »,

(à suivre)

J. DUPERRAY.

CEUX QUI S'EN VONT

GASTON LEVAL

Gaston Leval qui vient de nous quitter à 82 ans a joui du rare privilège de ne clore que quelques jours avant sa fin brutale une activité multiple, inlassable et toujours fructueuse. Il fut un libertaire au sens plein du mot, d'une originalité dans le non-conformisme qui hérissait souvent aussi bien les révolutionnaires de bibliothèques et d'officines idéologiques que les fanatiques de la propagande par le fait à qui l'agitation suffit comme motivation et justification.

Militant exceptionnel, Parisien, fils de Communard, il refusa à 19 ans de participer à la guerre et s'exila en Espagne en 1915. Par « instinct de conservation » ? Au contraire, car immédiatement il participa aux luttes de la Confédération Nationale du Travail dont il fut le mandataire en 1921 à Moscou où il réclama directement à Lénine et à Trotsky, la libération des anarchistes emprisonnés par le gouvernement bolchevik.

Insoumis, condamné à l'illégalité en France, il quitta l'Europe pour l'Amérique latine et là-bas il participa, avec la même efficacité au mouvement ouvrier et libertaire.

En 1936 il était en Espagne, et ce fut pour lui un double engagement : combattant dans la tragique résistance au franquisme, en même temps artisan dans les grandes constructions de l'Espagne libertaire.

Il pouvait chercher sinon le repos du moins la sécurité, alors que revenu en France après la victoire franquiste, une discrétion passive lui aurait permis, malgré sa situation illégale, de jouir d'une sorte de tolérance de la part des autorités. C'est à ce moment-là au contraire qu'il va concevoir et accomplir une œuvre de vulgarisation, de documentation, d'éducation mutuelle d'une importance exceptionnelle.

Autodidacte, il avait acquis une culture étendue et profonde dont nous pouvions être jaloux — Ecrivain original (son autobiographie : *l'Enfance en Croix* est émouvante et douloureuse) — Poète même *(Rus et Torrents)* — Porté vers l'Art, il s'impose, dans l'intérêt du mouvement, de devenir statisticien, économiste, philosophe — Internationaliste pratique, il écrit directement en Français, en Espagnol, en Italien — Il publia en Espagne : *Problèmes économiques de la Révolution espagnole* — C'est en italien qu'il composa : « *Révolution Sociale en Italie* » — En France, nous lui devons entre autres ouvrages : *Eléments d'éthique moderne* — *Pratique du socialisme libertaire* — et surtout ces deux monuments : *Espagne libertaire* (œuvre constructive de la Révolution espagnole) et la *Pensée constructive de Bakounine* — On peut dire que c'est à Gaston Leval que l'on doit ce retour à Bakounine, homme d'action et penseur comme lui, dont il a lavé la statue souillée par les calomnies marxistes.

Gaston Leval a fondé et dirigé ses Cahiers — d'abord du *Socialisme libertaire* — puis de *l'Humanisme libertaire* — enfin de la *Civilisation libertaire,* évolution significative. Jusqu'à ses derniers jours, il a organisé des colloques, des discussions sur les grands problèmes posés devant le Mouvement ouvrier et révolutionnaire — et par son influence se sont créés des groupes d'études en Provence et à Paris dont nous avons remarqué les jeunes et remarquables représentants.

Mais Gaston, écrivain, conférencier, économiste, animateur m'était particulièrement cher parce que j'ai retrouvé chez lui cette vocation de moraliste que j'avais découverte chez Pelloutier et Monatte, comme chez les grands Kropotkine et Elysée Reclus — Moraliste, pour qui la Révolution que nous rêvons impose de construire du neuf — et doit aboutir à la mise en valeur de l'homme contre tout ce qui l'aliène d'en haut ou le défigure d'en bas.

Gaston repoussait avec la même violence que nous l'abominable devise : « *la fin justifie les moyens* ». Comme nous il jugeait qu'au contraire ce sont les moyens et les hommes qui justifient la fin. Par son action, son œuvre et son exemple, Gaston Leval pouvait incarner — selon ses propos — « *une éthique qui permettra de reconstruire la Société pour et par l'homme* ».

Roger HAGNAUER.

MARCEL CHAUSSE

Né en 1920 à Saint-Paul-en-Jarez, Marcel Chausse vécut l'essentiel de sa jeunesse dans la vallée et notamment à Rive-de-Gier.

En 1946 terminant ses études, il voulut expérimenter les principes philosophiques qui lui avaient été enseignés en les affrontant à la vie ouvrière.

A cet effet, il rentrait comme O.S. à l'usine Automoto (aujourd'hui Peugeot) de l'avenue de Rochetaillée où bien vite il fut choisi par les ouvriers de son atelier pour être leur délégué.

En novembre 1947 il vécut la vague de grève qui cherchait à prolonger en France le premier « coup de Prague » et fut au côté de ceux qui luttèrent contre la domestication politicienne des syndicats.

Elu secrétaire du syndicat des métaux, puis de l'Union régionale de la Fédération confédérée Force Ouvrière de la métallurgie, il consacra tous ses loisirs à la création et à l'organisation de vrais syndicats.

Il fut parmi les plus ardents négociateurs de la première convention collective de la métallurgie ainsi que de l'extension des retraites complémentaires aux ouvriers métallurgistes.

Pendant le quart de siècle qu'il consacra au syndicalisme ouvrier son audience s'étendit jusqu'au plan national et dans diverses institutions sociales et économiques où ses connaissances, son dévouement et sa franchise étaient appréciés.

Laissant la place à de plus jeunes, il y a quelques années, il trouvait le prolongement de son activité sociale dans le secteur des Maisons Familiales de vacances où il devait être chargé du développement d'un réseau en Bretagne, puis de la réorganisation d'une maison dans le Jura et enfin du lancement dans le Vaucluse d'une maison de vacances réservée aux membres et retraités de la caisse A.G.R.R.

Peu après son retour à Saint-Etienne à 57 ans, il est enlevé brutalement à l'affection de ses amis et de sa famille à qui nous adressons nos plus sincères condoléances. Il laissera le souvenir d'un homme de grand cœur toujours prêt à prendre sur lui la souffrance des autres et à l'assumer jusqu'à l'ultime usure de ses forces.

Tony PEYRE.

A QUELQUES CONTRADICTEURS

• Je pensais bien qu'à la R.P., à moins de réactions futures, le débat sur l'indépendance du syndicalisme se limiterait à l'aspect des relations syndicats - partis politiques.

• Sur les pratiques réformistes auxquelles j'ai fait allusion :

— approbation, au nom de l'emploi, d'un productivisme inutile, nuisible et expansionniste (Concorde, hélicoptères, gadgets multiples...) ;

— absence d'actions syndicales contre la production et l'installation de forces anti-émeutes, contre le commerce des armes, contre la course atomique ;

— adoption de moyens inefficaces : luttes fractionnées et sans lendemain, priorité à la négociation ; *pas de réponse précise*, des généralités, pas inutiles, mais insuffisantes.

• Mais, que valent mes réflexions, puisque, Hagnauer dixit, je vois le problème au travers « des lunettes déformantes de l'idéologie révolutionnaire » ?

Qu'est-ce donc que l'idéologie révolutionnaire ? — Une tare, sans aucun doute qui s'oppose aux vertus de l'idéologie réformiste dont je parle plus haut.

• Hagnauer trace un bilan du syndicalisme depuis le début du siècle, qui semble bien un bilan d'échec.

Je souscrirais entièrement à ce qu'il écrit si à plusieurs reprises, il n'attribuait cet échec à l'absence de « syndicalistes authentiques » et au fait d'avoir établi « une hiérarchie syndicale qui ne correspondait pas à une véritable échelle de valeurs » (vive Bergeron !). Hagnauer sait pourtant qu'à peu près automatiquement, une hiérarchie, même valeureuse, risque fort, comme les bureaucrates dont il parle, « de perdre confiance dans les qualités propres, les possibilités de la classe ouvrière ». L'exemple des Pouget, Pelloutier, Monatte se rapportant à l'aube d'un mouvement qui, naissant, ne pouvait être dégénéré, et constituant une exception.

A mon sens, ce qui caractérise le mieux le réformisme, c'est justement sa méfiance envers « le génie anonyme des masses » et, par suite, le bureaucratisme inéluctable. Lié ou non à des partis politiques, le réformisme est un obstacle majeur à la fin de toute exploitation.

• Par contre, je me sens davantage d'accord avec Gallienne, lorsqu'il appelle « le prolétariat à se passer des politiciens *et* des bureaucrates arrivistes » et qu'il se déclare angoissé par « la course vers les pires catastrophes, la guerre mondiale, la pollution décuplée, la barbarie généralisée ». J'ajoute seulement que si, pour en arriver là, la responsabilité du capitalisme est entière, ce système a trouvé une aide décisive dans l'introduction au sein de la classe ouvrière, de l'idéologie réformiste.

• Quant à F. Chaintron, « syndicaliste de la F.E.N. », il ne semble guère s'apercevoir de l'esprit de plus en plus corporatiste de ses collègues syndiqués, parfaitement représentés d'ailleurs, par les dirigeants des deux grands courants de la F.E.N. égaux en bureaucratisme, en esprit unitaire (sans rire) et, bien sûr, en réformisme.

Peut-on, mieux décrire que Daniel Servet, les méfaits d'un syndicalisme intégré, celui des Postiers ? Syndicalisme qui ne remplit même pas la tâche minimum du réformisme traditionnel, celle de la revendication salariale.

• Un dernier mot — surtout, qu'on ne me fasse pas dire que vouloir agir en rupture avec un syndicalisme intégré, c'est refuser l'organisation des travailleurs.

En 1968, dix millions de travailleurs ont réalisé leur unité d'action, la seule valable, sans appel syndical à la grève générale. Il a fallu que se conjuguent les forces réformistes des bureaucrates politiques et syndicaux pour casser le mouvement en l'engageant dans les voies minées des accords négociés à la hâte et de l'électoralisme.

Cela prouve que les travailleurs n'ont besoin ni d'administrateurs, ni d'apôtres.

E. MORMICHE.

D'où vient l'argent ?

MARS-AVRIL 1978

RECETTES

Abonnements ordinaires	4.578,32	
Abonnements de soutien	2.780	
		7.358,32
Souscription		728,00
Vente au numéro		89
Total des recettes		8.175,32
En caisse au 1-3-78		7.487,95
		15.663,27

DEPENSES

Impression, expédition des nos de déc. 77 et janv. 78	10.030,56
Téléphone	144,90
En caisse au 30-4-78	5.487,81
	15.663,27

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Buissonnier (94), 100 ; Mader (93), 150 ; Drocourt (75), 70 ; Wantiez (Belgique), 100 ; Body (78), 100 ; Toesca (94), 150 ; Bossière (92), 100 ; Gérodolle (33), 100 ; M.-A. Rondet (06), 100 ; G. Mader (60), 100 ; Bobillier (Suisse), 100 ; Brunetto (42), 100 ; Saiter (60), 100 ; Chevance (22), 80 ; Dreux (06), 110 ; Benda (21), 100 ; Maupioux (94), 100 ; Bidé (44), 100 ; Langue (27), 100 ; Guénec (06), 100 ; N. Faucier (44), 150 ; Mailland (92), 100 ; Hagnauer (92), 100 ; Dupeyron (92), 70 ; Meyssonnier (22), 100 ; Bénistant (72), 100 ; Barbet (42), 100.

SOUSCRIPTION

Chasson (07), 30 ; Boissel (07), 30 ; Bureau (92), 100 ; Capelle (75), 30 ; Malfatti (75), 20 ; Deck (75), 10 ; J. Laurent (03), 10 ; Allo (44), 50 ; Hervé (37), 50 ; Gauthier (13), 30 ; Testud (42), 30 ; Hémy (71), 20 ; Fonteret (69), 38 ; Daniel (29), 30 ; Duperray (42), 20 ; Farvacque (59), 30 ; Charbit (31), 100 ; Thomas (71), 100.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21. rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F.

Autres pays : 6 mois, 40 — 1 an, 80 F.

C.C.P. 734.99 Paris

PERMANENCES :

le lundi de 15 à 17 heures.
les mercredi et jeudi de 17 h à 19 h,
le premier samedi de chaque mois à partir de 15 h.

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, 75012 Paris
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE
Commission paritaire : n° 22 071